Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 215 del 15 settembre 1997 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 15 settembre 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. **184/L**

LEGGE 28 agosto 1997, n. **298.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo addizionale alla Carta sociale europea che prevede un sistema di reclami collettivi, fatto a Strasburgo il 9 novembre 1995.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **299.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa al regime doganale dei *containers* utilizzati nel trasporto internazionale nel quadro di un *pool,* fatta a Ginevra il 21 gennaio 1994.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **300.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione culturale fra la Repubblica italiana e lo Stato di Eritrea, fatto ad Asmara il 30 settembre 1995.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **301.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Lettonia sulla regolamentazione reciproca dell'autotrasporto internazionale di viaggiatori e merci, fatto a Riga il 3 aprile 1996.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **302.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali, fatta a Strasburgo il 1° febbraio 1995.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **303.**

Ratifica ed esecuzione del sesto protocollo addizionale all'accordo generale sui privilegi e immunità del Consiglio d'Europa, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

LEGGE 28 agosto 1997, n. **304.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica gabonese, fatto a Roma l'11 marzo 1992, con scambio di note effettuato a Libreville nelle date 13 marzo e 6 novembre 1995.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 28 agosto 1997, n. **298.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo addizionale alla Carta sociale europea che prevede un sistema di reclami collettivi, fatto a Strasburgo il 9 novembre 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo addizionale alla Carta sociale europea che prevede un sistema di reclami collettivi, fatto a Strasburgo il 9 novembre 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Charte sociale europeenne, ouverte à la signature à Turin le 18 octobre 1961 (ci-après dénommée «la Charte»);

Résolus à prendre de nouvelles mesures propres à améliorer la mise en œuvre effective des droits sociaux garantis par la Charte;

Considérant que ce but pourrait être atteint en particulier par l'établissement d'une procédure de réclamations collectives qui, entre autres, renforcerait la participation des partenaires sociaux et des organisations non gouvernementales,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Parties contractantes au présent Protocole reconnaissent aux organisations suivantes le droit de faire des réclamations alléguant une application non satisfaisante de la Charte:

a les organisations internationales d'employeurs et de travailleurs, visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte;

b les autres organisations internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et inscrites sur la liste établie à cet effet par le Comité gouvernemental;

c les organisations nationales représentatives d'employeurs et de travailleurs relevant de la juridiction de la Partie contractante mise en cause par la réclamation.

Article 2

1 Tout Etat contractant peut, en outre, lorsqu'il exprime son consentement à être lié par le present Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13, ou à tout autre moment par la suite, déclarer reconnaître le droit de faire à son encontre des réclamations aux autres organisations nationales non gouvernementales représentatives relevant de sa juridiction et qui sont particulièrement qualifiées dans les matières régies par la Charte.

2 Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée.

3 Les déclarations sont remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en transmet copies aux Parties contractantes, et qui en assure la publication.

Article 3

Les organisations internationales non gouvernementales et les organisations nationales non gouvernementales, mentionnées respectivement à l'article 1.b et à l'article 2, ne peuvent

presenter des réclamations selon la procédure prévue auxdits articles que dans les domaines pour lesquels elles ont été reconnues particulièrement qualifiées.

Article 4

La réclamation doit être présentée sous forme écrite, porter sur une disposition de la Charte acceptée par la Partie contractante mise en cause et indiquer dans quelle mesure cette dernière n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'application de cette disposition.

Article 5

Toute réclamation est adressée au Secrétaire Général qui en accuse réception, en informe la Partie contractante mise en cause et la transmet immédiatement au Comité d'experts indépendants.

Article 6

Le Comité d'experts indépendants peut demander à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, des renseignements et des observations sur la recevabilité de la réclamation.

Article 7

1 S'il décide qu'une réclamation est recevable, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les Parties contractantes à la Charte. Il demande à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, toutes explications ou informations appropriées, et aux autres Parties contractantes au présent Protocole les observations qu'elles souhaiteraient lui transmettre dans le même délai.

2 Dans le cas où la réclamation est présentée par une organisation nationale d'employeurs ou de travailleurs, ou par une autre organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les organisations internationales d'employeurs ou de travailleurs visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte, en les invitant à formuler des observations dans un délai qu'il aura fixé.

3 Sur la base des explications, informations ou observations soumises en application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Partie contractante mise en cause et l'organisation auteur de la réclamation peuvent soumettre par écrit tous renseignements ou observations supplémentaires dans un délai fixé par le Comité d'experts indépendants.

4 Dans le cadre de l'examen de la réclamation, le Comité d'experts indépendants peut organiser une audition avec les représentants des parties.

Article 8

1 Le Comité d'experts indépendants rédige un rapport dans lequel il décrit les mesures qu'il a prises pour examiner la réclamation et présente ses conclusions sur le point de savoir si la Partie contractante mise en cause a ou non assuré d'une manière satisfaisante l'application de la disposition de la Charte visée par la réclamation.

2 Le rapport est transmis au Comité des Ministres. Il est également communiqué à l'organisation qui a introduit la réclamation et aux Parties contractantes à la Charte, sans qu'elles aient la faculté de le publier.

Il est transmis à l'Assemblée parlementaire et rendu public en même temps que la résolution prevue a l'article 9 ou au plus tard dans un délai de quatre mois après sa transmission au Comité des Ministres.

Article 9

1 Sur la base du rapport du Comité d'experts indépendants, le Comité des Ministres adopte une resolution à la majorité des votants. En cas de constat, par le Comité d'experts indépendants, d'une application non satisfaisante de la Charte, le Comité des Ministres adopte, à la majorité des deux tiers des votants, une recommandation à l'adresse de la Partie contractante mise en cause. Dans les deux cas, seules les Parties contractantes à la Charte peuvent prendre part au vote.

2 A la demande de la Partie contractante mise en cause, le Comité des Ministres peut, lorsque le rapport du Comité d'experts indépendants soulève des questions nouvelles, décider à la majorité des deux tiers des Parties contractantes à la Charte de consulter le Comité gouvernemental.

Article 10

La Partie contractante mise en cause donnera des indications sur les mesures qu'elle aura prises pour donner effet à la recommandation du Comité des Ministres dans le prochain rapport qu'elle adressera au Secrétaire Général en application de l'article 21 de la Charte.

Article 11

Les articles 1 à 10 du présent Protocole s'appliquent aussi aux articles de la partie II du premier Protocole additionnel à la Charte, à l'égard des Etats parties à ce Protocole, dans la mesure où ces articles ont été acceptés.

Article 12

Les Etats parties au présent Protocole considèrent que le premier paragraphe de l'annexe à la Charte, relatif à la partie III, se lit ainsi:

«Il est entendu que la Charte contient des engagements juridiques de caractère international dont l'application est soumise au seul contrôle visé par la partie IV de la Charte et par les dispositions du présent Protocole.»

Article 13

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Charte, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut exprimer son consentement à être lié par le present Protocole sans avoir antérieurement ou simultanément ratifié la Charte.

3 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 14

1 Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13.

2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le Protocole, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 15

1 Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général

Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Etats membres du Conseil :

a toute signature ;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article 14 ;

d tout autre acte, notification ou déclaration ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 9 novembre 1995, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO ADDIZIONALE ALLA CARTA SOCIALE EUROPEA CHE PREVEDE UN SISTEMA DI RECLAMI COLLETTIVI

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo alla Carta sociale europea, aperta alla firma a Torino il 18 ottobre 1961 (in appresso denominata "la Carta");

Determinati ad adottare nuove misure per migliorare la concreta attuazione dei diritti sociali garantiti dalla Carta;

Considerando che questo scopo potrebbe essere ottenuto in particolare istituendo un sistema di reclami collettivi il quale tra l'altro rafforzerebbe la partecipazione dei partner sociali e delle organizzazioni non governative,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Le Parti contraenti del presente Protocollo riconoscono alle seguenti organizzazioni, il diritto di presentare reclami adducenti un'attuazione insoddisfacente della Carta:

a le organizzazioni internazionali di datori di lavoro e di lavoratori di cui al paragrafo 2 dell'articolo 27 della Carta;

b altre organizzazioni internazionali non governative dotate di uno statuto consultivo al Consiglio d'Europa ed iscritte nella lista stabilita a tal fine dal Comitato governativo;

c le organizzazioni nazionali rappresentative di datori di lavoro e di lavoratori dipendenti dalla giurisdizione della Parte contraente chiamata in causa dal reclamo.

Articolo 2

1 Ogni Stato contraente può inoltre, quando esprime il suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo secondo le disposizioni dell'articolo 13 o in ogni altro momento successivo, dichiarare che riconosce, alle altre organizzazioni nazionali non governative rappresentative, dipendenti dalla sua giurisdizione e specialmente qualificate nelle materie regolamentate dalla Carta, il diritto di presentare reclami nei suoi confronti.

2 Queste dichiarazioni possono essere fatte per una durata determinata.

3 Le dichiarazioni sono consegnate al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che ne trasmette copie alle Parti contraenti e ne cura la pubblicazione.

Articolo 3

Le organizzazioni internazionali non governative e le organizzazioni nazionali non governative, rispettivamente menzionate all'articolo 1.b ed all'articolo 2, possono presentare reclami secondo la procedura prevista in detti articoli solo nell'ambito dei settori per i quali sono state riconosciute particolarmente qualificate.

Articolo 4

Il reclamo deve essere presentato per iscritto; deve essere fondato su una norma della Carta accettata dalla Parte contraente chiamata in causa, ed indicare in che misura quest'ultima Parte non ha provveduto in maniera soddisfacente all'attuazione della norma.

Articolo 5

Ogni reclamo é indirizzato al Segretario generale il quale ne accusa ricevimento e, dopo aver informato la Parte contraente chiamata in causa, lo trasmette immediatamente al Comitato di esperti indipendenti.

Articolo 6

Il Comitato di esperti indipendenti può chiedere alla Parte contraente chiamata in causa ed all'organizzazione che ha presentato il reclamo di sottoporgli per iscritto, entro un termine che avrà stabilito, informazioni ed osservazioni sulla ricevibilità del reclamo.

Articolo 7

1 Quando decide che un reclamo é ricevibile, il Comitato di esperti indipendenti ne informa, tramite il Segretario Generale, le Parti contraenti alla Carta e chiede alla Parte contraente chiamata in causa ed all'organizzazione che presenta il reclamo, di sottoporgli per iscritto entro il termine stabilito ogni opportuna spiegazione o informazione, ed alle altre Parti contraenti al presente Protocollo di far pervenire le osservazioni da esse ritenute opportune nello stesso termine.

2 Nel caso in cui il reclamo sia presentato da un'organizzazione nazionale di datori di lavoro o di lavoratori, o da altra organizzazione non governativa, nazionale o internazionale, il Comitato di esperti indipendenti informa al riguardo, tramite il Segretario Generale, le organizzazioni internazionali di datori di lavoro o di lavoratori di cui al paragrafo 2 dell'articolo 27 della Carta, invitandoli a formulare le loro osservazioni entro un termine stabilito.

3 In base alle spiegazioni, informazioni o osservazioni fatte pervenire in attuazione dei paragrafi 1 e 2 di cui sopra, la Parte contraente chiamata in causa e l'organizzazione che presenta il reclamo possono sottoporre per iscritto ogni informazione o osservazione supplementare entro il termine stabilito dal Comitato di esperti indipendenti.

4 Nel quadro dell'esame del reclamo, il Comitato di esperti indipendenti può organizzare un incontro con i rappresentanti delle parti.

Articolo 8

1 Il Comitato di esperti indipendenti redige un rapporto nel quale descrive le misure che ha adottato ai fini dell' esame del reclamo e presenta le sue conclusioni sul fatto di determinare se la Parte contraente in causa abbia o non provveduto in maniera soddisfacente all'attuazione della norma della Carta oggetto del reclamo.

2 Il rapporto é trasmesso al Comitato dei Ministri. Esso é anche comunicato all'organizzazione che ha presentato il reclamo nonché alle Parti contraenti della Carta, che non hanno tuttavia facoltà di pubblicarlo.

Il rapporto é trasmesso all'Assemblea parlamentare e reso pubblico in concomitanza con la risoluzione prevista all'articolo 9, o al più tardi entro quattro mesi dopo la sua trasmissione al Comitato dei Ministri.

Articolo 9

1 In base al rapporto del Comitato di esperti indipendenti, il Comitato dei Ministri adotta una risoluzione a maggioranza dei votanti. Se il Comitato di esperti indipendenti accerta un'attuazione non soddisfacente della Carta, il Comitato dei Ministri adotta, a maggioranza di due terzi dei votanti, una raccomandazione destinata alla Parte contraente chiamata in causa. In entrambi i casi, possono partecipare al voto solo le Parti contraenti della Carta

2 Su richiesta della Parte contraente chiamata in causa, il Comitato dei Ministri può, qualora il rapporto del Comitato di esperti indipendenti sollevi nuovi problemi, decidere a maggioranza di due terzi delle Parti contraenti della Carta, di consultare il Comitato governativo.

Articolo 10

La Parte contraente chiamata in causa fornirà indicazioni sui provvedimenti adottati per dare effetto alla raccomandazione del Comitato dei Ministri nel prossimo rapporto che invierà al Segretario generale, in applicazione dell'articolo 21 della Carta.

Articolo 11

Gli articoli 1 a 10 del presente Protocollo si applicano inoltre agli articoli della parte II del primo Protocollo addizionale della Carta, nei confronti degli Stati Parti di detto Protocollo, sempre che questi ultimi articoli siano stati accettati.

Articolo 12

Gli Stati Parti del presente Protocollo considerano che il primo paragrafo dell'annesso alla Carta, relativo alla parte III, debba esser letto come segue:

"Rimane inteso che la Carta contiene impegni giuridici di natura internazionale la cui applicazione é assoggettata solo al controllo previsto nella parte IV della Carta ed alle norme del presente Protocollo".

Articolo 13

1 Il presente Protocollo é aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Carta che possono esprimere la loro adesione mediante:

a firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure
b firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2 Uno Stato Membro del Consiglio d'Europa può esprimere la sua adesione al presente Protocollo solo se ha, in precedenza o contestualmente, ratificato la Carta.

3 Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 14

1 Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data alla quale cinque Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad aderire al Protocollo, secondo le disposizioni dell'articolo 13.

2 Per ogni Stato membro che acconsente in seguito ad aderire al Protocollo, quest'ultimo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 15

1 Ogni Parte contraente, può in qualsiasi momento, denunciare il presente Protocollo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2 La denuncia avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di dodici mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 16

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà a tutti gli Stati membri del Consiglio:

a ogni firma;
b il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
c la data di entrata in vigore del presente Protocollo, secondo l'articolo 14;
d ogni altro atto, notifica o dichiarazione relativa al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti debitamente autorizzati a tal fine hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo, il 9 novembre 1995, in lingua francese ed in lingua inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne farà pervenire copia certificata conforme a ciascun Stato Membro del Consiglio d'Europa.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2621):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 4 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, V, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione l'8 maggio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2479):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'8 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 23 luglio 1997 (atto n. 2479/*A* - relatore sen. MIGONE).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0328

LEGGE 28 agosto 1997, n. **299.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa al regime doganale dei *containers* utilizzati nel trasporto internazionale nel quadro di un *pool*, fatta a Ginevra il 21 gennaio 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa al regime doganale dei *containers* utilizzati nel trasporto internazionale nel quadro di un *pool*, fatta a Ginevra il 21 gennaio 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 8 milioni annue a decorrere dal 1996, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1996-1998, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1996, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

CONVENTION RELATIVE AU REGIME DOUANIER DES CONTENEURS UTILISES EN TRANSPORT INTERNATIONAL DANS LE CADRE D'UN POOL

(Convention sur les pools de conteneurs)

PREAMBULE

Les Parties contractantes,

Conscientes de l'importance croissante du transport international de marchandises par conteneurs,

Désireuses de promouvoir l'utilisation efficace des conteneurs dans le transport international,

Considérant la nécessité de faciliter les procédures administratives, afin de réduire le transport d'unités vides,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

a) le terme "droits et taxes à l'importation" désigne les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation, ou à l'occasion de l'importation de marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

b) le terme "conteneur" désigne un engin de transport (cadre, citerne amovible ou autre engin analogue) :

i) constituant un compartiment, totalement ou partiellement clos, destiné à contenir des marchandises;

ii) ayant un caractère permanent et étant, de ce fait, suffisamment résistant pour permettre son usage répété;

iii) spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs modes de transport;

iv) conçu de manière à être aisément manipulé, notamment lors de son transbordement d'un mode de transport à un autre;

v) conçu de façon à être facile à remplir et à vider; et

vi) d'un volume intérieur d'au moins un mètre cube sauf pour les conteneurs aériens;

les "carrosseries amovibles" et les "plates-formes chargeables (flats)" sont assimilées aux conteneurs;

le terme "conteneur" comprend les conteneurs aériens normalisés d'un volume intérieur inférieur à un mètre cube dans la mesure où ils remplissent les conditions visées aux alinéas i) à v);

le terme "conteneur" comprend les accessoires et équipements du conteneur selon sa catégorie, à condition qu'ils soient transportés avec le conteneur. Le terme "conteneur" ne comprend pas les véhicules, les accessoires ou pièces détachées des véhicules, ni les emballages;

c) le terme "partiellement clos" tel qu'il s'applique aux conteneurs visés à l'alinéa b) i) de l'article premier s'entend des conteneurs généralement constitués par un plancher et une superstructure délimitant un espace de chargement équivalant à celui d'un conteneur clos. La superstructure est généralement faite d'éléments métalliques constituant la carcasse d'un conteneur. Ces types de conteneurs peuvent comporter également une ou plusieurs parois latérales ou frontales. Certains de ces conteneurs comportent simplement un toit relié au plancher par des montants verticaux. Les conteneurs de ce type sont utilisés, notamment, pour le transport des marchandises volumineuses (voitures automobiles, par exemple);

d) le terme "carrosserie amovible" désigne un compartiment de chargement qui n'est doté d'aucun moyen de locomotion et qui est conçu en particulier pour être transporté sur véhicule routier, le châssis de ce véhicule et le cadre inférieur de la carrosserie étant spécialement adaptés à cette fin. Le terme désigne aussi une caisse mobile qui est un compartiment de chargement conçu spécialement pour le transport combiné rail/route;

e) le terme "plate-forme chargeable (flat)" désigne une plate-forme de charge n'ayant aucune superstructure ou une superstructure incomplète, mais ayant les mêmes longueur et largeur que les conteneurs et équipés de pièces de coin supérieures et inférieures, afin que les mêmes dispositifs de fixation et de levage puissent être utilisés;

f) le terme "réparation" concerne exclusivement les petites opérations de remise en état ou d'entretien normal d'un conteneur;

g) le terme "accessoires et équipements du conteneur" englobe, en particulier, les dispositifs suivants, même s'ils sont amovibles :

i) équipements destinés à contrôler, à modifier ou à maintenir la température à l'intérieur du conteneur;

ii) petits appareils tels que les enregistreurs de température ou de chocs conçus pour indiquer ou enregistrer les variations des conditions ambiantes et les chocs;

iii) cloisons intérieures, palettes, rayons, supports, crochets, bâches, sacs et autres dispositifs analogues conçus spécialement pour être utilisés avec un conteneur;

h) le terme "pool" désigne l'utilisation en commun de conteneurs aux termes d'un accord;

i) le terme "membre du pool" désigne l'exploitant de conteneurs qui est partie à l'accord établissant le pool;

j) le terme "exploitant" d'un conteneur désigne la personne qui, propriétaire ou non de ce conteneur, en contrôle effectivement l'utilisation;

k) le terme "personne" désigne à la fois les personnes physiques et les personnes morales;

l) le terme "compensation à l'équivalent" désigne le système permettant la réexportation ou la réimportation d'un conteneur de même type qu'un autre conteneur ayant été préalablement importé ou exporté;

m) le terme "trafic interne" désigne le transport de marchandises chargées dans le territoire d'une Partie contractante pour être déchargées à l'intérieur de ce même territoire;

n) le terme "Partie contractante" désigne un Etat ou une organisation d'intégration économique régionale, Partie à la présente Convention;

o) le terme "organisation d'intégration économique régionale" désigne une organisation constituée et composée par des Etats visés à l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la présente Convention et ayant compétence pour adopter sa propre législation qui est obligatoire pour ses Etats Membres dans les matières couvertes par la présente Convention et pour décider, selon ses procédures internes, de signer, ratifier ou adhérer à la présente Convention;

p) le terme "ratification" désigne la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation.

Article 2

Objectif

La présente Convention vise à faciliter l'utilisation en commun des conteneurs par les membres d'un pool, sur la base de la compensation à l'équivalent.

Article 3

Portée

La présente Convention s'applique à l'échange entre Parties contractantes des conteneurs d'un pool dont les membres sont établis sur le territoire de ces Parties contractantes.

Article 4

Facilités

Chaque Partie contractante admet les conteneurs visés à l'article 3 de la présente Convention en franchise des droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation de caractère économique et sans limitation d'utilisation en trafic interne et sans exiger, lors de leur importation et de leur exportation, la production de documents douaniers et la constitution d'une garantie, sous réserve que les conditions énoncées à l'article 5 de la présente Convention soient respectées.

Article 5

Conditions

1. Chaque Partie contractante applique les facilités de l'article 4 de la présente Convention aux conteneurs utilisés dans un pool à condition :

a) qu'ils aient été exportés au préalable ou qu'ils soient réexportés ultérieurement; ou qu'un nombre équivalent de conteneurs de même type ait été exporté au préalable ou soit réexporté ultérieurement;

b) qu'aux termes de l'accord portant création du pool, les membres du pool :

i) échangent entre eux des conteneurs à l'occasion des transports internationaux de marchandises;

ii) tiennent, par type de conteneur, une comptabilité des mouvements des conteneurs ainsi échangés;

iii) s'engagent à se livrer mutuellement le nombre de conteneurs de chaque type nécessaire pour permettre la compensation durant des périodes de 12 mois des soldes des comptes ainsi tenus afin d'assurer un équilibre pour chaque membre du pool entre le nombre de conteneurs du même type qu'il a mis à la disposition du pool et le nombre de conteneurs du pool de ces mêmes types se trouvant à sa disposition sur le territoire de la Partie contractante dans lequel il est établi. La période de 12 mois pourra être prorogée par les autorités douanières compétentes de ladite Partie contractante.

2. Chaque Partie contractante peut décider si les conteneurs mis à la disposition du pool par un membre du pool établi sur son territoire doivent répondre aux conditions stipulées dans sa législation au sujet de l'admission et de la libre circulation sur son territoire.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne seront appliquées que si :

a) les conteneurs sont revêtus de marques durables et uniques agréées par l'accord d'utilisation en commun permettant l'identification du conteneur;

b) l'accord d'utilisation en commun a été communiqué aux autorités douanières des Parties contractantes concernées et que ces autorités l'ont approuvé comme étant conforme aux dispositions de la présente Convention. Les autorités compétentes informent le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe tant de leur approbation que du nom des Parties contractantes concernées. Le Secrétaire exécutif transmet cette information aux Parties contractantes concernées.

Article 6

Pièces détachées pour réparation

1. Lorsque l'accord d'utilisation en commun prévoit la mise en place d'un pool pour des pièces détachées identifiables utilisées aux fins de la réparation des conteneurs du pool, les dispositions des articles 4, 5 (paragraphes 1, 2 et 3 b)) et 9 de la présente Convention sont applicables *mutatis mutandis* à ces pièces détachées.

2. Lorsque l'accord d'utilisation en commun ne prévoit pas la mise en place d'un pool de pièces détachées utilisées aux fins de la réparation des conteneurs du pool, l'admission temporaire en franchise des droits et taxes à l'importation, et sans application des prohibitions ou restrictions à l'importation de caractère économique, sera accordée à ces pièces détachées, sans qu'il soit exigé de document douanier lors de leur importation et de leur exportation, et sans constitution de garantie.

Dans les cas où les dispositions de l'alinéa précédent ne pourraient être appliquées, en lieu et place d'un document douanier et d'une garantie, le bénéficiaire de l'admission temporaire peut être tenu de s'engager par écrit :

a) à fournir aux autorités douanières une liste des pièces détachées accompagnée d'un engagement de réexportation, et

b) à acquitter les droits et taxes à l'importation qui pourraient être exigés au cas où les conditions régissant l'admission temporaire ne seraient pas remplies.

La réexportation des pièces détachées non utilisées pour la réparation placées en admission temporaire aura lieu dans les six mois qui suivront la date de l'importation, cette période pouvant toutefois être prolongée par les autorités douanières compétentes.

3. Les pièces remplacées non réexportées seront, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent :

a) soumises aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ces pièces sont présentées;

b) abandonnées libres de tous frais aux autorités compétentes de ce pays; ou

c) détruites, sous contrôle officiel, aux frais de l'intéressé.

Article 7

Accessoires et équipements de conteneurs

1. Lorsque l'accord d'utilisation en commun prévoit la mise en place d'un pool pour les accessoires et équipements identifiables de conteneurs, qui sont soit importés avec un conteneur du pool pour être réexportés isolément ou avec un autre conteneur du pool, soit importés isolément pour être réexportés avec un conteneur du pool, les dispositions des articles 4, 5 (paragraphes 1, 2 et 3 b)) et 9 de la présente Convention sont applicables mutatis mutandis à ces accessoires et équipements.

2. Lorsque l'accord d'utilisation en commun ne prévoit pas la mise en place d'un pool pour les accessoires et équipements des conteneurs qui sont soit importés avec un conteneur du pool pour être réexportés isolément ou avec un autre conteneur du pool, soit importés isolément pour être réexportés avec un conteneur du pool :

a) les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6, sont applicables à ces accessoires et équipements;

b) chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas accorder l'admission temporaire aux accessoires et équipements qui ont fait l'objet d'un achat, d'une location-vente, d'un louage ou d'un contrat similaire conclu par une personne domiciliée ou établie sur son territoire;

c) nonobstant le délai prévu pour la réexportation au paragraphe 2 de l'article 6, applicable aux accessoires et équipements en vertu du point a) du présent article, la réexportation des accessoires et équipements gravement endommagés ne sera pas exigée, pourvu qu'ils soient, conformément à la réglementation du pays intéressé et selon ce que les autorités douanières de ce pays permettent :

- i) soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés;
- ii) abandonnés, libres de tous frais, aux autorités compétentes de ce pays; ou
- iii) détruits, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés, les déchets et les pièces récupérés étant soumis aux droits et taxes à l'importation dus à la date et selon l'état dans lequel ils sont présentés.

Article 8

Organisations d'intégration économique régionale

1. Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties contractantes qui forment une organisation d'intégration économique régionale peuvent être considérés comme un seul territoire.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour une organisation d'intégration économique régionale, Partie contractante à la présente Convention, de prévoir des règles particulières applicables à l'utilisation des conteneurs du pool sur le territoire de cette organisation, pourvu que ces règles ne diminuent pas les facilités prévues par la présente Convention.

Article 9

Inspections

1. Chaque Partie contractante a le droit de procéder à des contrôles en ce qui concerne l'application correcte de la présente Convention.

2. Les membres du pool établis sur le territoire des Parties contractantes doivent fournir aux autorités douanières de ces Parties contractantes, à leur demande, la liste des numéros de conteneurs mis à la disposition du pool ainsi que le nombre de conteneurs du pool de chaque type sur son territoire.

Article 10

Infractions

1. Toute infraction aux dispositions de la présente Convention expose le contrevenant, sur le territoire de la Partie contractante où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de cette Partie contractante.

2. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le territoire sur lequel une irrégularité a été commise, elle est réputée avoir été commise sur le territoire de la Partie contractante où elle a été constatée.

Article 11

Echange d'informations

Les Parties contractantes se communiquent mutuellement, sur demande et dans la mesure où leur législation l'autorise, les informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 12

Facilités plus grandes

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application des facilités plus grandes que les Parties contractantes accordent ou voudraient accorder, soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux, sous réserve que les facilités ainsi accordées n'entravent pas l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 13

Clause de sauvegarde

La présente Convention ne porte pas préjudice aux dispositions relatives à la concurrence applicables dans une ou plusieurs Parties contractantes.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS FINALES

Article 14

Signature, ratification et adhésion

1. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention :

a) en la signant, sans réserve de ratification;

b) en déposant un instrument de ratification, après l'avoir signé sous réserve de ratification;

c) en déposant un instrument d'adhésion.

2. Tout Etat autre que ceux visés au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le dépositaire sur la demande du Comité de gestion, peut devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. Toute organisation d'intégration économique régionale peut, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, devenir Partie contractante à la présente Convention. Une telle organisation, Partie contractante à la présente Convention, informe le dépositaire sur sa compétence et sur tout changement ultérieur dans celle-ci en relation avec les matières couvertes par la présente Convention. Cette organisation exerce, pour les questions qui relèvent de sa compétence, les droits et s'acquitte des responsabilités que la présente Convention confère aux Etats qui sont Parties contractantes à la présente Convention. Pour les matières qui relèvent de la compétence de l'organisation, dont le dépositaire a été informé, les Etats membres de l'organisation qui sont Parties contractantes à la présente Convention ne sont pas habilités à exercer individuellement ces droits, y compris, entre autres, le droit de vote.

4. La présente Convention est ouverte à la signature du 15 avril 1994 jusqu'au 14 avril 1995 inclus, à l'Office des Nations Unies à Genève. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

Article 15

Réserves

Chaque Partie contractante peut formuler des réserves à l'égard du paragraphe 2 des articles 6 et 7 en ce qui concerne l'exigence d'un document douanier et d'une garantie. Toute Partie contractante ayant formulé des réserves peut à tout moment les lever, en tout ou en partie, par notification au dépositaire en indiquant la date à laquelle ces réserves sont levées.

Article 16

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur six mois après la date à laquelle cinq Etats ou organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 14, paragraphes 1 et 3, ont signé la présente Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion. Pour l'application du présent paragraphe, toute signature sans réserve de ratification ou tout instrument déposé par une telle organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionné à ceux de ses Etats membres.

2. La présente Convention entre en vigueur, pour tous les autres Etats ou organisations d'intégration économique régionale mentionnés à l'article 14, paragraphes 1, 2 et 3, six mois après la date de leur signature sans réserve de ratification ou du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

3. Tout instrument de ratification ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention conformément à l'article 21 est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention.

4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement mais avant son entrée en vigueur est considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. La présente Convention n'est applicable à un pool déterminé que lorsque tous les Etats ou organisations d'intégration économique régionale concernés par ce pool sont devenus Parties contractantes à la présente Convention.

Article 17

Dénonciation

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet 15 mois après la date à laquelle le dépositaire en aura reçu notification.

Article 18

Extinction

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre de Parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période quelconque de 12 mois consécutifs, la présente Convention cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de 12 mois. Pour l'application du présent article, la présence d'une organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionnée à celle de ses Etats Membres.

Article 19

Comité de gestion

1. Un Comité de gestion (ci-après dénommé "le Comité") est créé pour examiner la mise en application de la présente Convention, étudier tout amendement proposé à ce titre et étudier des mesures destinées à assurer une interprétation et une application uniformes de ladite Convention.

2. Les Parties contractantes sont membres du Comité. Le Comité peut décider que l'administration compétente de tout Etat ou organisation d'intégration économique régionale qui n'est pas Partie contractante, ou les représentants des organisations internationales peuvent, pour les questions les intéressant, assister aux sessions du Comité en qualité d'observateurs.

3. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (ci-après dénommé "le Secrétaire exécutif"), fournit au Comité les services de secrétariat nécessaires.

4. Le Comité procède, à l'occasion de chacune des sessions, à l'élection de son Président et de son Vice-Président.

5. Les administrations compétentes des Parties contractantes communiquent au Secrétaire exécutif des propositions motivées d'amendement à la présente Convention, ainsi que les demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour des sessions du Comité. Le Secrétaire exécutif porte ces communications à la connaissance des administrations compétentes des Parties contractantes et du dépositaire.

6. Le Secrétaire exécutif convoque le Comité :

a) deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

b) par la suite, à une date fixée par le Comité, mais au moins tous les cinq ans;

c) à la demande des administrations compétentes d'au moins deux Parties contractantes.

Il distribue le projet d'ordre du jour aux administrations compétentes des Parties contractantes et aux observateurs visés au paragraphe 2 du présent article, six semaines au moins avant la session du Comité.

7. Sur décision du Comité, prise en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Secrétaire exécutif invite les administrations compétentes des Etats et des organisations visées dans ledit paragraphe 2, à se faire représenter par des observateurs aux sessions du Comité.

8. Un quorum constitué d'un tiers au moins des Parties contractantes est exigé pour la prise des décisions. Pour l'application du présent paragraphe, la présence d'une organisation d'intégration économique régionale n'est pas additionnée à celle de ses Etats membres.

9. Les propositions sont mises aux voix. A l'exception des dispositions du paragraphe 10 du présent article, chaque Partie contractante représentée à la réunion dispose d'une voix. Les propositions autres que les propositions d'amendement sont adoptées par le Comité à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Les propositions d'amendement sont adoptées à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les membres présents et votants.

10. En cas d'application de l'article 14, paragraphe 3, les organisations d'intégration économique régionale, Parties contractantes à la présente Convention, ne disposent en cas de vote que d'un nombre de voix égal au total des voix attribuables à leurs Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention.

11. Le Comité adopte un rapport avant la clôture de sa session.

12. En l'absence de dispositions pertinentes dans le présent article, le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies est applicable, sauf si le Comité en décide autrement.

Article 20

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociation directe entre elles.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociation directe est porté par les Parties contractantes au différend devant le Comité qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties contractantes au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité.

Article 21

Procédure d'amendement

1. Le Comité peut recommander des amendements à la présente Convention conformément à l'article 19.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le dépositaire à toutes les Parties contractantes à la présente Convention ainsi qu'aux autres signataires.

3. Toute recommandation d'amendement communiquée conformément au paragraphe 2 du présent article entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes dans un délai de trois mois à compter de l'expiration d'une période de 18 mois suivant la date de la communication de la recommandation d'amendement, si aucune objection à ladite recommandation d'amendement n'a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante pendant cette période.

4. Si une objection à la recommandation d'amendement a été notifiée au dépositaire par une Partie contractante avant l'expiration du délai de 18 mois visé au paragraphe 3 du présent article, l'amendement est réputé ne pas avoir été accepté et demeure sans effet.

Article 22

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné pour être le dépositaire de la présente Convention.

2. Les fonctions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant que dépositaire sont celles qui sont énoncées dans la partie VII de la Convention de Vienne sur le droit des traités, conclue à Vienne le 23 mai 1969.

3. Lorsqu'une divergence apparaît entre une Partie contractante et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire ou cette Partie doit porter la question à l'attention des autres Parties contractantes et des signataires ou, le cas échéant, au Comité.

Article 23

Enregistrement et textes authentiques

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 21 janvier 1994 en un seul exemplaire, en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, les six textes faisant également foi.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SUL REGIME DOGANALE DEI CONTENITORI UTILIZZATI IN COMUNE NELL'AMBITO DI UN "POOL" NEL TRASPORTO INTERNAZIONALE

(Convenzione sull'uso in comune di contenitori)

PREAMBOLO

Le Parti Contraenti,

Consapevoli dell'importanza crescente del trasporto internazionale di merci in contenitori,

Desiderose di promuovere un uso efficace dei contenitori nel trasporto internazionale,

In considerazione della necessità di agevolare le procedure amministrative per ridurre il trasporto di unità vuote;

Hanno convenuto quanto segue

CAPITOLO I
DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1
Definizioni

Ai fini della presente Convenzione,

(a) l'espressione "dazi ed imposizioni all'importazione" indica i dazi doganali e tutte le altre imposizioni, tasse, canoni ed altri oneri riscossi all'atto dell'importazione o in occasione dell'importazione di merci, ad eccezione dei canoni e degli oneri il cui ammontare e limitato al costo approssimativo dei servizi resi;

b) il termine "contenitore" indica un mezzo di trasporto (gabbia montacarichi, cisterna amovibile o o ogni altro mezzo analogo):

i) che costituisce uno scomparto totalmente o parzialmente chiuso destinato a contenere merci;

ii) di natura permanente e quindi sufficientemente resistente da consentire il suo uso ripetuto;

iii) specialmente progettato per agevolare il trasporto di merci, con una o più modalità di trasporto, senza manipolazione intermedia del carico ;

iv) progettato in modo da essere agevolmente manipolato in particolare al momento del suo trasbordo da un mezzo di trasporto ad un altro;

v) progettato in maniera da essere agevole da riempire e da svuotare;

vi) avente un volume interno di un metro cubo o più, salvo per i contenitori per via aerea,

le "casse amovibili" e le "piattaforme caricabili" sono assimilate ai contenitori;

il termine "contenitore" include i contenitori via aerea normalizzati di volume interno inferiore ad un metro cubo, a condizione che siano conformi ai requisiti cui ai capoversi i) a v);

il termine "contenitore" include gli accessori e gli equipaggiamenti del contenitore adeguati al tipo in questione, a condizione che siano trasportati con il contenitore. Il termine "contenitore" non comprende i veicoli, gli accessori o le parti di ricambio dei veicoli, né gli imballaggi;

c) il termine "parzialmente chiuso", applicato ai contenitori di cui al capoverso b) i) dell'articolo 1, indica i contenitori generalmente costituiti da una piattaforma e da una sovrastruttura che delimita uno spazio di carico equivalente a quello di un contenitore chiuso. La sovrastruttura é generalmente fatta da elementi metallici che costituiscono la carcassa di un contenitore. Questi tipi di contenitori possono comportare anche una o più pareti laterali o frontali. Alcuni di questi contenitori hanno semplicemente una copertura a mo di tetto collegata con la piattaforma mediante sostegni verticali. I contenitori di questo tipo sono utilizzati in particolare per il trasporto di merci voluminose; (automobili, ad esempio);

d) il termine "cassa amovibile" indica uno scomparto di carico che non é munito di alcun mezzo di locomozione ed è specificamente progettato per essere trasportato su un veicolo stradale, il telaio di questo veicolo, e la parte inferiore della cassa amovibile essendo adattati a tal fine. Il termine indica anche una cassa mobile consistente in un scomparto di carico progettato in particolare per il trasporto combinato ferrovia/strada;

e) il termine " piattaforma caricabile " indica una piattaforma da carico senza alcuna sovrastruttura o con una sovrastruttura incompleta, ma con la stessa lunghezza e larghezza di quella della base di un contenitore ed equipaggiata con accessori di tipo cuneo superiori ed inferiori in modo da poter utilizzare alcuni degli stessi dispositivi di fissaggio e di sollevamento;

f) il termine "riparazione" concerne esclusivamente piccole operazioni di riparazione o di manutenzione corrente di un contenitore;

g) il termine "accessori ed equipaggiamenti del contenitore" comprende in particolare i seguenti dispositivi, anche se amovibili:

i) equipaggiamenti per controllare, modificare o mantenere la temperatura all'interno del contenitore,

ii) piccoli apparecchi come termostati o registratori d'impatto progettati per indicare o registrare le variazioni delle condizioni ambientali e d'impatto;

iii) pareti interne, palette, scaffalature, supporti, ganci, tendoni, sacchi ed altri dispositivi analoghi specificamente progettati per essere utilizzati nei contenitori;

h) il termine "pool" indica l'utilizzazione in comune di contenitori ai sensi di un accordo;

i) il termine "Membro del pool" indica il gestore di contenitori che é Parte all'accordo istitutivo del pool;

j) il termine "gestore " di un contenitore indica la persona che, proprietaria o non di tale contenitore, ne controlla effettivamente l'utilizzazione;

k) il termine "persona" indica sia le persone fisiche che le persone giuridiche;

l) l'espressione "compensazione equivalente" indica il sistema che consente la riesportazione o la reimportazione di un contenitore dello stesso tipo di un altro già importato o esportato;

m) il termine "traffico interno" indica il trasporto di merci caricate nel territorio di una Parte Contraente per essere scaricate in un luogo sito nel territorio della stessa Parte Contraente;

n) il termine "Parte Contraente" indica uno Stato o una organizzazione d'integrazione economica regionale Parte della presente Convenzione;

o) il termine "organizzazione d'integrazione economica regionale" indica un'organizzazione costituita e composta dagli Stati di cui all'articolo 14, paragrafi 1 e 2 della presente Convenzione ed avente competenza ad adottare una propria legislazione vincolante per i suoi Stati Membri per quanto riguarda le materie previste dalla presente Convenzione, ed a decidere, in base alle sue procedure interne, di firmare, ratificare la presente Convenzione o di aderire ad essa;

p) il termine "ratifica" indica la ratifica vera e propria, l'accettazione o l'approvazione.

Articolo 2
Obiettivo

La presente Convenzione è intesa ad agevolare l'uso in comune di contenitori da parte dei membri di un "Pool", sulla base del sistema di compensazione equivalente.

Articolo 3
Portata

La presente Convenzione si applica allo scambio di contenitori tra le Parti Contraenti da usare in comune nell'ambito di un "Pool" i cui Membri hanno la propria sede di affari sul territorio di tali Parti Contraenti.

Articolo 4
Agevolazioni

Ciascuna Parte Contraente concede ai contenitori di cui all'articolo 3 della presente Convenzione l'ammissione in franchigia di dazi ed imposizioni all'importazione, senza divieti o restrizioni all'importazione di natura economica, né limiti d'uso nel traffico interno e senza esigere all'atto della loro importazione ed esportazione, la produzione di documenti doganali o la costituzione di una garanzia, a patto che le condizioni enunciate all'articolo 5 della presente Convenzione siano rispettate.

Articolo 5
Condizioni

1. Ciascuna Parte contraente applica le agevolazioni previste all'articolo 4 della presente Convenzione per i contenitori utilizzati in comune in un "Pool" a condizione:

a) che siano già stati esportati o che saranno successivamente riesportati; oppure che un numero uguale di contenitori dello stesso tipo sia già stato esportato o sarà successivamente riesportato;

b) che, ai sensi dell'accordo di utilizzazione in comune, i membri del "Pool":

i) effettuino tra di loro scambi di contenitori in occasione del trasporto internazionale di merci;

ii) mantengano, per ogni tipo di contenitore, la contabilità dei movimenti dei contenitori scambiati;

iii) si impegnino a consegnarsi reciprocamente un numero di contenitori di ciascun tipo necessario per compensare, nell'arco di periodi di 12 mesi, i saldi pendenti della relativa contabilità in modo da garantire a ciascun Membro del "Pool" una situazione di equilibrio tra il numero di contenitori dello stesso tipo che messo a disposizione per l'uso in comune ed il numero di contenitori dello stesso tipo messi a sua disposizione sul territorio della Parte contraente in cui ha la sua sede di affari. Il periodo di 12 mesi potrà essere prorogato dalle autorità doganali competenti di detta Parte Contraente.

2. Ciascuna Parte Contraente ha facoltà di decidere se i contenitori messi a disposizione per l'uso in comune da qualunque membro del "Pool" avente la sua sede di affari sul suo territorio, debbono essere conformi ai requisiti previsti dalla sua legislazione circa l'ammissione e l'uso illimitato nel traffico interno sul suo territorio.

3. Le norme del paragrafo 1 del presente articolo sono applicabili solo se:

a) i contenitori sono contrassegnati con marchi durevoli ed esclusivi stabiliti nell'Accordo di utilizzazione in comune e tali da consentire l'individuazione del contenitore;

b) l'Accordo di utilizzazione in comune e stato comunicato alle autorità doganali delle Parti contraenti competenti ed è stato da esse approvato in quanto conforme alle norme della presente Convenzione. Le autorità competenti informano il Segretario Esecutivo della Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa della loro approvazione e gli forniscono il nome delle Parti Contraenti in questione.Il Segretario esecutivo trasmette tali informazioni alle Parti contraenti interessate.

Articolo 6
Parti di ricambio per riparazioni

1. Se l'Accordo di utilizzazione in comune prevede la creazione di un fondo comune di parti di ricambio individuabili da utilizzare per le riparazioni dei contenitori appartenenti al "Pool", le norme degli articoli 4,5 (paragrafi 1,2 e 3 b) della presente Convenzione sono applicabili *mutatis mutandis* a tali parti di ricambio.

2. Se l'Accordo di utilizzazione in comune non prevede la creazione di un fondo comune di parti di ricambio per le riparazioni dei contenitori appartenenti al "Pool", tali parti di ricambio potranno essere ammesse in franchigia temporanea di dazi ed imposizioni all'importazione, senza applicazione di divieti o di restrizioni all'importazione di carattere economico, e senza che sia richiesta la produzione di documenti doganali al momento della loro importazione e riesportazione, o la costituzione di una garanzia.

Qualora le norme del capoverso precedente non possano essere applicate, in luogo di un documento doganale e di una garanzia il beneficiario dell'ammissione temporanea può essere tenuto ad impegnarsi per iscritto:

a) a fornire alle autorità doganali un elenco di parti di ricambio assieme ad un impegno di riesportazione; e

b) a pagare i dazi e le imposizioni all'importazione che potrebbero essere richiesti in caso di non conformità alle condizioni prescritte per l'ammissione temporanea.

Le parti di ricambio la cui ammissione temporanea è stata autorizzata ma che non sono state utilizzate per riparazioni, dovranno essere riesportate entro i sei mesi successivi alla data d'importazione. Detto periodo potrà tuttavia essere prorogato dalle autorità doganali competenti.

3. Le parti di ricambio non riesportate potranno essere, in conformità alla regolamentazione del paese interessato e secondo quanto eventualmente autorizzato dalle autorità doganali di detto paese:

a) sottoposte ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovuti alla data in cui le parti di ricambio sono presentate, a seconda delle condizioni in cui si trovano;

b) lasciate, senza alcun onere, alle autorità competenti di questo paese; oppure

c) distrutte a spese delle Parti interessato e sotto un controllo ufficiale.

Articolo 7
Accessori ed equipaggiamenti di contenitori

1. Se l'Accordo di utilizzazione in comune prevede la creazione di un fondo comune per gli accessori e gli equipaggiamenti individuabili di contenitori, sia importati con un contenitore appartenente al "Pool" per essere riesportati separatamente o con un altro contenitore del "Pool", sia importati separatamente per essere riesportati con un contenitore appartenente al "Pool", le disposizioni degli articoli 4,5 (paragrafi 1,2 e 3 (b) e 9 della presente Convenzione si applicheranno mutatis mutandis a tali accessori ed equipaggiamenti.

2. Se l'accordo di utilizzazione in comune non prevede la creazione di un fondo comune per gli accessori e gli equipaggiamenti di contenitori, sia importati con un contenitore appartenente al "Pool" per essere riesportati separatamente o con un altro contenitore del "Pool", oppure importati separatamente per essere riesportati con un contenitore appartenente al "Pool":

a) le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 6 si applicheranno a tali accessori ed equipaggiamenti;

b) Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non concedere l'ammissione temporanea agli accessori ed agli equipaggiamenti che sono stati oggetto di una transazione di acquisto, di noleggio-vendita; di un contratto di affitto o altro contratto analogo stipulato da una persona residente o avente la sua sede di affari sul loro territorio;

c) nonostante il termine per la riesportazione stabilito al paragrafo 2 dell'articolo 6, applicabile agli accessori ed agli equipaggiamenti in virtù del punto (a) del presente articolo, gli accessori e gli equipaggiamenti gravemente danneggiati potranno non essere riesportati, a patto però di essere, in conformità con la regolamentazione del paese interessato e secondo quanto eventualmente autorizzato dalle autorità doganali di detto paese:.

(i) sottoposti ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovuti alla data in cui sono presentati e a seconda delle condizioni in cui si trovano;

(ii) lasciati, senza alcun onere, alle autorità pertinenti di questo paese; oppure

(iii) distrutti sotto un controllo ufficiale ed a spese delle parti interessate; le parti e le materie ricuperate saranno soggette ai dazi ed alle imposizioni all'importazione dovute alla data in cui sono presentati e a seconda delle condizioni in cui si trovano.

Articolo 8
Organizzazioni d'integrazione economica regionale

1. Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, i territori delle Parti Contraenti che formano un'organizzazione d'integrazione economica regionale possono essere considerati come un solo territorio.

2. Nessuna disposizione della presente Convenzione esclude il diritto, per una organizzazione d'integrazione economica regionale che e Parte Contraente alla presente Convenzione, di attuare norme particolari applicabili all'uso dei contenitori di un "Pool" sul territorio di detta organizzazione, a condizione che tali norme non siano riduttive delle agevolazioni previste dalla presente Convenzione.

Articolo 9
Controlli

1. Ciascuna Parte Contraente ha diritto di procedere a dei controlli per quanto riguarda l'applicazione corretta della presente Convenzione.

2. I membri del "Pool" aventi la loro sede di affari sul territorio di una Parte Contraente debbono fornire alle autorità doganali di tale Parte contraente, a loro richiesta, l'elenco dei numero di contenitori messi a disposizione del "Pool" nonché il numero di contenitori di ogni tipo inclusi nel "Pool" sul suo territorio.

Articolo 10
Infrazioni

1. Ogni infrazione alle norme della presente Convenzione espone il trasgressore, sul territorio della Parte Contraente dove l'infrazione é stata commessa, alle misure previste a tal fine dalla legislazione di detta Parte Contraente.

2. Se non é possibile determinare il territorio sul quale una irregolarità e stata commessa, si riterrà che é stata commessa sul territorio della Parte Contraente dove é stata rilevata.

Articolo 11
Scambio d'informazioni

Le Parti Contraenti si comunicheranno reciprocamente, su richiesta, e nella misura in cui la loro legislazione lo consente, le informazioni necessarie per l'applicazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo 12
Maggiori agevolazioni

La presente Convenzione non ostacola l'applicazione di maggiori agevolazione che le Parti Contraenti concedono o vorrebbero concedere, sia con norme unilaterali, sia in virtù di accordi bilaterali o multilaterali, con riserva che le agevolazioni in tal modo concesse non intralcino l'attuazione delle norme della presente Convenzione.

Articolo 13
Clausola di salvaguardia

La presente Convenzione non pregiudica le norme relative alla concorrenza applicabili in una o più Parti Contraenti.

CAPITOLO II

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 14
Firma, ratifica, ed adesione

1. Gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni unite e delle sue Agenzie specializzate possono divenire Parti Contraenti alla presente Convenzione:

a) con firma senza riserva di ratifica;

b) depositando uno strumento di ratifica, dopo averlo firmato con riserva di ratifica;

c) depositando uno strumento di adesione.

2. Ogni Stato diverso da quelli di cui al paragrafo 1 del presente articolo, cui è stato rivolto un invito in tal senso dal depositario su richiesta del Comitato di gestione, può divenire Parte Contraente della presente Convenzione aderendovi dopo la sua entrata in vigore.

3. Ogni organizzazione d'integrazione economica regionale può, in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, divenire Parte Contraente della presente Convenzione. Tale organizzazione, Parte Contraente della presente Convenzione, informerà il depositario riguardo alla sua competenza e su ogni cambiamento di quest'ultima rispetto alle materie previste dalla presente Convenzione. Per le questioni di sua competenza, l'organizzazione esercita i diritti ed adempie alle responsabilità conferite dalla presente Convenzione agli Stati che sono Parti Contraenti della presente Convenzione. Gli Stati Membri dell'organizzazione, Parti Contraenti della presente Convenzione non sono abilitati ad esercitare singolarmente i loro diritti per le questioni di competenza dell'organizzazione e di cui il depositario è stato informato, ivi compreso, tra gli altri, il diritto di voto.

4. La presente Convenzione e aperta alla firma, dal 15 aprile 1994 fino al 14 aprile 1995 compreso, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra. Dopo questa data, essa rimane aperta all'adesione.

Articolo 15
Riserve

Ciascuna Parte Contraente puo formulare riserve in relazione al paragrafo 2 degli articoli 6 e 7 per quel che concerne l'esigenza di un documento doganale e di una garanzia. Ogni Parte Contraente che abbia formulato riserve, può in qualunque momento scioglierle, interamente o parzialmente, per mezzo di una notifica al depositario, indicando la data alla quale tali riserve sono sciolte.

Articolo 16
Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entra in vigore sei mesi dopo la data alla quale cinque degli Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali di cui all'articolo 14, paragrafi 1 e 3, hanno firmato la presente Convenzione senza riserva di ratifica o hanno depositato i loro strumenti di ratifica o di adesione. Ai fini dell'applicazione del presente paragrafo, le firme senza riserva di ratifica o gli strumenti depositati da tale organizzazione d'integrazione economica regionale non saranno calcolati in aggiunta a quelli dei suoi Stati membri.

2. Per tutti gli altri Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali di cui all'articolo 14, paragrafi 1, 2 e 3, la presente Convenzione entra in vigore sei mesi dopo la data di firma senza riserva di ratifica o la data di deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione.

3. Ogni strumento di ratifica o di adesione depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione in conformità con l'articolo 21 é considerato come applicabile al testo modificato della presente Convenzione.

4. Ogni strumento di tal sorta depositato dopo l'accettazione di un emendamento ma prima della sua entrata in vigore e considerato come applicabile al testo modificato della presente Convenzione alla data di entrata in vigore dell'emendamento.

5. La presente Convenzione è applicabile ad un determinato "Pool" solo quando tutti gli Stati o organizzazioni d'integrazione economica regionali interessati da detto "Pool" sono divenuti Parti Contraenti della presente Convenzione.

Articolo 17
Denuncia

1. Ogni Parte Contraente puo denunciare la presente Convenzione mediante notifica indirizzata al depositario.

2. La denuncia avra effetto 15 mesi dopo la data alla quale il depositario ne avrà ricevuto notifica.

Articolo 18
Cessazione

Se, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero di Parti Contraenti é ridotto a meno di cinque per un qualsiasi periodo di 12 mesi consecutivi, la presente Convenzione cesserà dal produrre i suoi effetti a decorrere dalla fine di detto periodo di 12 mesi. Ai fini dell'applicazione del presente articolo, la presenza di un'organizzazione d'integrazione economica regionale non si sommerà a quella dei suoi Stati Membri.

Articolo 19
Comitato di gestione

1. E' istituito un Comitato di gestione (di seguito denominato "il Comitato"), per esaminare l'attuazione della presente Convenzione, studiare ogni proposta d'emendamento a tal fine, nonché misure miranti a garantire un'interpretazione ed un'applicazione uniforme di detta Convenzione.

2. Le Parti Contraenti sono membri del Comitato. Il Comitato può decidere che l'Amministrazione competente di ogni Stato o organizzazione d'integrazione economica regionale che non é Parte Contraente, o i rappresentanti delle organizzazioni internazionali possano assistere alle sessioni del Comitato in qualità di osservatori per gli argomenti di loro interesse.

3. Il Segretario Esecutivo della Commissione Economica per l'Europa delle Nazioni Unite (di seguito denominato "il Segretario esecutivo") è incaricato di provvedere ai servizi di segretariato per il Comitato.

4. Il Comitato procede, in ciascuna delle sue sessioni, all'elezione del suo Presidente e del suo Vice-presidente.

5. Le amministrazioni competenti delle Parti Contraenti comunicano al Segretario esecutivo le proposte motivate di emendamenti della presente Convenzione, nonchè le domande d'iscrizione degli argomenti all'ordine del giorno delle sessioni del Comitato. Il Segretario esecutivo informa di tali comunicazioni le Amministrazioni competenti delle Parti Contraenti ed il depositario.

6. Il Segretario esecutivo convoca il Comitato:

a) due anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione;

b) in seguito, ad una data stabilita dal Comitato, che deve essere almeno ogni cinque anni;

c) a richiesta delle amministrazioni competenti di almeno due Parti Contraenti.

Il Segretario esecutivo distribuisce il progetto di ordine del giorno alle amministrazioni competenti delle Parti Contraenti ed agli osservatori di cui al paragrafo 2 del presente articolo, almeno sei settimane prima della sessione del Comitato.

7. Dietro decisione del Comitato, adottata in virtù delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, il Segretario esecutivo invita le amministrazioni competenti degli Stati e delle organizzazioni di cui in detto paragrafo 2, a farsi rappresentare da osservatori alle sessioni del Comitato.

8. Per l'adozione delle decisioni é richiesto un quorum composto da almeno un terzo delle Parti Contraenti. Ai fini dell'applicazione del presente paragrafo, la presenza di un'organizzazione d'integrazione economica regionale non si sommerà a quella dei suoi Stati membri.

9. Le proposte sono messe ai voti. Fatte salve le norme del paragrafo 10 del presente articolo, ciascuna Parte Contraente rappresentata alla riunione dispone di un voto. Le proposte diverse dalle proposte di emendamento sono adottate dal Comitato a maggioranza dei voti espressi dai membri presenti e votanti. Le proposte di emendamento sono adottate a maggioranza dei due terzi dei voti espressi dai membri presenti e votanti.

10. In caso di applicazione dell'articolo 14, paragrafo 3, le organizzazioni d'integrazione economica regionale, Parti Contraenti della presente Convenzione, dispongono per la votazione solo di un numero di voti pari al totale dei voti attribuibili ai loro Stati membri che sono Parti Contraenti della presente Convenzione.

11. Il Comitato adotta un rapporto prima della chiusura della sessione.

12. In assenza di norme pertinenti nel presente articolo, e applicabile il regolamento interno della Commissione economica per l'Europa, salvo se il Comitato decide diversamente.

Articolo 20

Soluzione delle controversie

1. Ogni controversia tra due o piu Parti Contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione. e risolta per quanto possibile per via negoziale diretta tra le stesse.

2. Ogni controversia che non e risolta per via negoziale diretta e sottoposta dalle Parti Contraenti alla controversia dinnanzi al Comitato, che la esamina e formula raccomandazioni in vista della sua soluzione.

3. Le Parti Contraenti alla controversia possono convenire anticipatamente di accettare le raccomandazioni del Comitato.

Articolo 21
Procedura di emendamento

1. Il Comitato puo raccomandare emendamenti alla presente Convenzione in conformità con l'articolo 19.

2. Il testo di ogni emendamento in tal modo raccomandato e comunicato dal depositario a tutte le Parti Contraenti della presente Convenzione, nonchè agli altri firmatari.

3. Ogni raccomandazione di emendamento comunicata in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo entra in vigore nei confronti di tutte le Parti Contraenti entro un termine di tre mesi a decorrere dalla scadenza di un periodo di 18 mesi successivo alla data di comunicazione della raccomandazione di emendamento, se nessuna obiezione a tale raccomandazione di emendamento e stata notificata al depositario da una Parte Contraente durante questo periodo.

4. Se una delle Parti Contraenti ha notificato al depositario un'obiezione alla raccomandazione di emendamento prima della scadenza del termine di 18 mesi di cui al paragrafo 3 del presente articolo, si considera che l'emendamento non e stato accettato e che non produce effetti.

Articolo 22
Depositario

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite designato come depositario della presente Convenzione.

2. Le funzioni di Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite come depositario, sono quelle enunciate nella parte VII della Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati, conclusa a Vienna il 23 maggio 1969.

3. Qualora vi sia una divergenza tra una Parte Contraente ed il depositario riguardo all'esercizio delle funzioni di quest'ultimo, il depositario o detta Parte debbono sottoporre la questione all'attenzione delle altre Parti Contraenti e dei firmatari, o, se del caso, al Comitato.

Articolo 23
Registrazione e testi autentici

In conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sara registrata presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Ginevra, il 21 gennaio 1994, in un unico esemplare in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, i sei testi facenti ugualmente fede.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2235):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 17 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1996, con pareri delle commissioni I, II, V, VI e IX.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio 1997 e il 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2474):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 25 giugno 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1997 (atto n. 2474/*A* - relatore sen. PIANETTA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0329

LEGGE 28 agosto 1997, n. **300**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione culturale fra la Repubblica italiana e lo Stato di Eritrea, fatto ad Asmara il 30 settembre 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione culturale fra la Repubblica italiana e lo Stato di Eritrea, fatto ad Asmara il 30 settembre 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 17 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 447 milioni per l'anno 1997, in lire 454 milioni per l'anno 1998 e in lire 447 milioni annue a decorrere dal 1999, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCALFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

AGREEMENT OF CULTURAL COOPERATION BETWEEN

THE ITALIAN REPUBLIC AND THE STATE OF ERITREA

The Government of the Italian Republic and the Government of the State of Eritrea, desirous to strengthen the friendly relations between the two Countries and to promote their mutual knowledge and understanding through the development of cultural relations, have agreed on the following:

Art. 1 - The present Agreement has the purpose to promote and realize activities aimed at improving the knowledge of the respective cultural heritage as well as the cooperation between the two Countries in the fields of education, arts, and sciences.

Art. 2 - Each of the contracting Parties will encourage the creation, the activity and the development in its own territory of educational and cultural Institutions of the other Party.

The two Parties agree in this respect to revise the matter, also in order to constantly update the Italian existing educational structures in Eritrea, according to general educational policy, practical needs as well as social developments of the State of Eritrea.

The institutions mentioned in paragraph 1 will be granted customs and other duties facilities in order to favour their functioning as well as the activity of their Personnel, within the limits of the laws and regulations of the Country in which they operate.

Art. 3 - The two Parties will operate in favour of the development of the academic cooperation between the two Countries, through the strengthening of interuniversity agreements, the exchange of professors and researchers, the setting up of joint researches of common interest and the organization of seminars and symposia.

Art. 4 - The two Parties will promote the mutual knowledge of their educational systems through the exchange of books and documents and will start contacts between the respective Administrations in order to organize exchanges of experts and teachers, especially in the field of technical and vocational courses.

Art. 5 - Each contracting Party will promote the study of the language, literature and civilization of the other Country in its own Institutions, through the functioning of Chairs, Courses and Lectorates.

Art. 6 - The contracting Parties will examine the possibility, as well as the formalities and conditions, of an Agreement on the equivalence of the degrees and diplomas of any type, grade and level of the other Country.

Art. 7 - The two Parties will grant scholarships to students and graduates of the other Country for studies and researches both at University and post-University level.

Art. 8 - The two Parties will cooperate in order to avoid illicit import, export and transfer of works of art and of other cultural properties, and agree to take suitable measures to this purpose. In this context, they will examine the possibility of setting up, if necessary, a specific working team.

Art. 9 - The two Parties will favour the cooperation in the fields of archaeology, through the exchange of information and experiences at University level.

The two Parties will encourage initiatives aiming at increasing the Italian contribution to the maintenance of the Eritrean archaeological patrimony.

The two Parties also envisage to organize the exchange of University experts and courses of specialization for archaeologists.

Art. 10 - The two Parties will exchange periodically exhibitions of adequate level, representing the cultural and artistic heritage of each Country.

Art. 11 - The two Parties will encourage any possible collaboration in the sectors of music, dance, theatre and cinema through the exchange of artists, the use of facilities and the participation to Festivals, movies, shows and other important events.

Art. 12 - The two Parties will encourage the cooperation between Archives and Libraries of the two Countries, through the exchange of material, archivists and experts.

The two Parties will encourage the exchange of books and materials of relevant interest through State Libraries, specific Institutions and private Libraries.

The two Parties will exchange scientific publications, microfilms and copies of documents in compliance with the laws and regulations in force in the two Countries.

Art. 13 - The two Parties will promote the exchange of information on political, economic, cultural and social aspects of the two Countries, also through visits of personalities from media and cultural sectors.

Art. 14 - The two Parties will encourage the exchange of information and experiences in the sectors of sport and youth.

Art. 15 - The two Parties will promote contacts and collaboration between their respective radio and television Organizations.

Art. 16 - In order to implement this Agreement, the two Parties have decided to create a Joint Commission with the task of examining the development in the field of cultural cooperation and of finalizing pluriennal executive Programmes. The Commission will meet alternatively in the Capitals of the two Countries.

Art. 17 - This Agreement will be ratified after the legal and constitutional formalities are completed in each Country, and it will enter into force after 60 days from the exchange of the ratification letters.

Art. 18 - This Agreement shall remain valid for an unlimited period. Each Party could denounce it at any moment through diplomatic channels. Such a denounce will be valid after six months from its notification to the other contracting Party and will not affect the implementation of ongoing Programmes agreed during the duration of the Agreement, unless both Parties will decide differently.

In witness thereof, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done in Asmara on the 30th of September 1995, in two originals in English, both texts being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT

OF

THE ITALIAN REPUBLIC

E. Scammacca

The Deputy Minister
of Foreign Affairs

H.E. Amb. Emanuele Scammacca

FOR THE GOVERNMENT

OF

THE STATE OF ERITREA

The Minister of
Foreign Affairs

H.E. Petros Solomon

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO DI COLLABORAZIONE CULTURALE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LO STATO DI ERITREA

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo dello Stato di Eritrea, desiderosi di rafforzare i legami di amicizia fra i due Paesi e di promuovere la reciproca conoscenza e comprensione attraverso lo sviluppo delle relazioni culturali, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1. - Il presente Accordo ha lo scopo di promuovere e realizzare attività volte a favorire la conoscenza dei rispettivi patrimoni culturali, così come la cooperazione tra i due Paesi nei campi dell'istruzione, delle arti e delle scienze.

Art. 2. - Ciascuna delle due Parti contraenti incoraggerà la creazione, l'attività e lo sviluppo sul proprio territorio di Istituzioni educative e culturali dell'altra Parte.

Le due Parti concordano al riguardo di rivedere tale materia, anche al fine di aggiornare costantemente le strutture educative italiane esistenti in Eritrea, in relazione alla politica educativa generale, alle esigenze pratiche nonchè allo sviluppo sociale dello Stato di Eritrea.

Le Istituzioni menzionate nel primo paragrafo godranno di facilitazioni per quanto concerne le imposte doganali e di altro genere al fine di favorire il loro funzionamento così come l'attività del loro Personale, nei limiti delle leggi e dei regolamenti vigenti nel Paese dove esse operano.

Art. 3. - Le due parti opereranno per favorire lo sviluppo della collaborazione accademica tra i due Paesi, attraverso l'intensificazione delle intese inter-universitarie, lo scambio di docenti e ricercatori, l'avvio di ricerche congiunte su temi di comune interesse, e l'organizzazione di seminari e simposi.

Art. 4. - Le due Parti promuoveranno la conoscenza reciproca dei loro sistemi educativi attraverso lo scambio

di libri e documenti ed avvieranno contatti tra le rispettive Amministrazioni al fine di organizzare scambi di esperti e insegnanti, in particolare nel settore dei corsi tecnici e professionali.

Art. 5. - Ciascuna delle Parti contraenti promuoverà lo studio della lingua, della letteratura e della civiltà dell'altro Paese nelle proprie Istituzioni, mediante il funzionamento di Cattedre, Corsi e Lettorati.

Art. 6. - Le Parti contraenti esamineranno la possibilità, nonchè le formalità e le condizioni, di un Accordo sull'equipollenza dei titoli di laurea e dei diplomi di ogni tipo, grado e livello dell'altro Paese.

Art. 7. - Le due Parti offriranno borse di studio a studenti e laureati dell'altro Paese per studi e ricerche a livello universitario e postuniversitario, in settori di interesse reciproco da concordare periodicamente per le vie diplomatiche.

Art. 8. - Le due Parti collaboreranno per impedire l'illecita importazione, esportazione e trasferimento di opere d'arte e di altri beni culturali, e concordano di prendere a tal fine le opportune misure. In tale contesto, Esse esamineranno la possibilità di istituire, qualora necessario, uno specifico gruppo di lavoro.

Art. 9. - Le due Parti favoriranno la collaborazione nei settori dell'archeologia, attraverso lo scambio di informazioni ed esperienze a livello universitario, e faciliteranno l'attività delle missioni archeologiche italiane operanti in Eritrea.

Le due Parti incoraggeranno iniziative volte ad incrementare il contributo italiano al mantenimento del patrimonio archeologico eritreo.

Le due Parti intendono organizzare scambi di esperti universitari e corsi di specializzazione per archeologi.

Art. 10. - Le due Parti si scambieranno periodicamente mostre di adeguato livello, rappresentative del patrimonio artistico e culturale di ciascun Paese.

Art. 11. - Le due Parti incoraggeranno ogni possibile collaborazione nei settori della musica, della danza, del teatro e del cinema attraverso lo scambio di artisti, l'impiego di agevolazioni e la partecipazione a Festival, rassegne cinematografiche, spettacoli ed altri eventi di rilievo.

Art. 12. - Le due Parti incoraggeranno la collaborazione tra Archivi e Biblioteche dei due Paesi, attraverso lo scambio di materiale, archivisti ed esperti.

Le due Parti incoraggeranno lo scambio di libri e di materiale di particolare interesse tra le Biblioteche Statali, Istituzioni specifiche e Biblioteche private.

Le due Parti scambieranno, nell'osservanza delle leggi e dei regolamenti in vigore nei due Paesi, pubblicazioni scientifiche, microfilms e copie di documenti.

Art. 13. - Le due Parti favoriranno scambi di informazioni sugli aspetti politici, economici, culturali e sociali dei due Paesi, anche attraverso visite di personalità dei settori dell'informazione e della cultura.

Art. 14. - Le due Parti incoraggeranno lo scambio di informazioni ed esperienze nei settori dello sport e della gioventù.

Art. 15. - Le due Parti promuoveranno contatti e collaborazioni tra i rispettivi Organismi radiotelevisivi.

Art. 16. - al fine di dare applicazione al presente Accordo, le due Parti hanno deciso di istituire una Commissione Mista con il compito di esaminare lo sviluppo nel campo della collaborazione culturale e di redigere Programmi esecutivi pluriennali. La Commissione si riunirà alternatamente nelle Capitali dei due Paesi.

Art. 17. - Il presente Accordo sarà ratificato dopo l'adempimento delle formalità legali e costituzionali stabilite in ciascuno dei due Paesi, ed entrerà in vigore sessanta giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica.

Art. 18. - Il presente Accordo rimarrà valido per un periodo di tempo illimitato. Ciascuna Parte potrà denunciarlo in qualsiasi momento per le vie diplomatiche. Tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la sua notifica all'altra Parte contraente e non inciderà sull'esecuzione dei Programmi in corso concordati durante il periodo di vigenza dell'Accordo, salvo che entrambe le Parti decidano diversamente.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto ad Asmara il 30 Settembre 1995, in due originali in lingua inglese, ambedue i testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

Il Sottosegretario di Stato per gli Affari Esteri
S.E. Amb. Emanuele Scammacca

PER IL GOVERNO DELLO STATO DI ERITREA

Il Ministro degli Affari Esteri
S.E. Petros Solomon

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2273):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 20 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 novembre 1996, con pareri delle commissioni I, V, VII e XII.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio 1997 ed il 14 maggio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2475):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 8ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 22 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 25 luglio 1997 (atto n. 2475/*A* - relatore sen. PIANETTA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0330

LEGGE 28 agosto 1997, n. **301.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Lettonia sulla regolamentazione reciproca dell'autotrasporto internazionale di viaggiatori e merci, fatto a Riga il 3 aprile 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica di Lettonia sulla regolamentazione reciproca dell'autotrasporto internazionale di viaggiatori e merci, fatto a Riga il 3 aprile 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 31 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, nel triennio 1997-1999, valutato in lire 13 milioni annue per ciascuno degli anni 1997 e 1999, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ACCORDO

TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI LETTONIA SULLA REGOLAMENTAZIONE RECIPROCA DELL' AUTOTRASPORTO INTERNAZIONALE DI VIAGGIATORI E MERCI

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI LETTONIA, successivamente denominate le Parti Contraenti, al fine di facilitare e regolare nel reciproco interesse i trasporti con autoveicoli di viaggiatori e merci tra i due Paesi, sia con destinazione sia in transito nei rispettivi territori, hanno concordato quanto segue:

Art. 1

I vettori di ciascuno Stato contraente hanno diritto di effettuare trasporti di viaggiatori e merci sia con destinazione sia in transito nel territorio dell'altra Parte contraente con autoveicoli immatricolati nello Stato contraente in cui il vettore ha la sede, secondo le modalita' stabilite nel presente Accordo.

I - TRASPORTO DI VIAGGIATORI

1.1 CAMPO DI APPLICAZIONE

Art. 2

In accordo con quanto disposto dalla normativa in vigore per l'ingresso e il soggiorno delle persone nei territori delle due Parti contraenti, il presente Accordo si applica ai trasporti internazionali di viaggiatori effettuati fra i territori dei due Paesi anche in transito mediante autoveicoli destinati al trasporto di persone equipaggiati con piu' di nove posti, compreso quello del conducente (autobus).

1.2 SERVIZI REGOLARI TRA I DUE PAESI

Art. 3

1. Agli effetti del presente Accordo e' considerato servizio regolare il trasporto di viaggiatori effettuato con autobus su itinerario determinato secondo orari e tariffe prestabiliti, previamente pubblicati.

2. Con tale servizio si e' autorizzati a depositare e a prendere viaggiatori ai capilinea e nelle altre localita' stabilite.

3. Ai fini del servizio si e' obbligati ad accettare sui veicoli qualsiasi viaggiatore che si presenti nei luoghi di partenza e di fermata - a condizione che vi siano posti a sedere nel rispetto delle disposizioni del presente accordo e delle leggi nazionali che regolano i servizi di linea per trasporto di persone.

Art. 4

I servizi regolari tra i due Paesi sono istituiti di comune accordo dalle Autorita' competenti delle Parti contraenti indicate nel successivo articolo 27 e sulla base delle determinazioni della Commissione Mista prevista dall'art. 28 del presente Accordo.

Art. 5

1. Il servizio regolare di trasporto di viaggiatori e' attivato in base ad apposita autorizzazione, non cedibile.

2. L'autorizzazione e' rilasciata dalle Autorita' competenti delle Parti contraenti par la parte di percorso che si sviluppa sui rispettivi territori nazionali su base di reciprocita', salvo diverse intese tra le Autorita' medesime.

3. La durata dell'autorizzazione e' stabilita di comune accordo dalla Commissione Mista.

4. L'autorizzazione e' attribuita per l'espletamento del servizio regolare in base a domanda presentata dall'impresa all'Autorita' competente della Parte contraente sul cui territorio l'impresa stessa ha sede.

5. La domanda deve contenere l'indicazione dell'itinerario, dell'orario per l'intero anno e delle tariffe, determinate sulla base di quelle stabilite di comune accordo in sede di Commissione Mista, e tutte le altre indicazioni utili eventualmente richieste dalle Autorita' competenti delle Parti contraenti. La domanda deve essere corredata di una planimetria del percorso proposto con indicazione delle fermate e del chilometraggio.

6. L'Autorita' competente di una delle Parti contraenti trasmette a quella dell'altra Parte le domande ammesse corredate di tutta la documentazione richiesta.

7. Le domande saranno approvate dalle competenti Autorita' delle Parti contraenti sulla base delle modalita' decise dalla Commissione Mista.

8. Durante il trasporto, a bordo dei veicoli adibiti a servizi regolari deve trovarsi l'originale dell'autorizzazione, o copia conforme della stessa.

Art. 6

Le imprese non possono effettuare servizio interno di viaggiatori nel territorio dell'altra Parte contraente, salvo diverse intese tra le Autorita' competenti.

1.3 SERVIZI REGOLARI DI TRANSITO

Art. 7

1. Agli effetti del presente Accordo, e' considerato servizio regolare di transito il trasporto di viaggiatori in partenza dal territorio di una delle Parti contraenti che attraversa il territorio dell'altra Parte con destinazione in un terzo Paese, senza che alcun passeggero sia preso o deposto nel territorio dell'altra Parte.

2. I servizi regolari di transito si effettuano sulla base di una autorizzazione rilasciata dall'Autorità competente del Paese attraversato, alla quale l'impresa ha presentato la relativa domanda tramite l'Autorità del Paese di appartenenza.

1.4 SERVIZI A NAVETTA

Art. 8

1. Per servizio a navetta si intende, agli effetti del presente Accordo. il servizio organizzato al fine di trasportare per ripetuti viaggi dallo stesso luogo di partenza ad uno stesso luogo di soggiorno, di vacanza o di interesse turistico situato sul territorio dell'altra Parte contraente, viaggiatori preventivamente costituiti in gruppi per la durata del soggiorno previsto e per riportare ciascun gruppo allo stesso luogo di partenza con un ulteriore viaggio al termine del periodo di soggiorno previsto. I viaggiatori che hanno effettuato insieme il viaggio fino al luogo di soggiorno debbono effettuare insieme il viaggio di ritorno, salvo diverse intese tra le Autorita' competenti delle Parti contraenti.

2. Nel servizio a navetta il primo viaggio di ritorno e l'ultimo di andata sono effettuati a vuoto.

Art. 9

1. Per effettuare il servizio a navetta, di cui al precedente art. 8. e' necessario ottenere l'autorizzazione dalle competenti autorita' delle Parti contraenti.

2. L'autorizzazione e' attribuita alle imprese sulla base di domanda indirizzata all'Autorita' competente della Parte contraente sul cui territorio l'impresa ha sede.

3. La domanda deve indicare la finalità del servizio, l'itinerario, il numero dei viaggi, le date dei viaggi stessi e tutte le altre indicazioni richieste di comune accordo dalle Autorita' competenti delle Parti contraenti.

4. L'autorita' competente della Parte contraente che ha ricevuto le domande trasmette all'Autorita' competente dell'altra Parte le domande ammesse, corredate dalla documentazione prescritta.

5. L'Autorita' competente dell'altra Parte comunichera' le proprie determinazioni entro 30 giorni dal ricevimento della richiesta.

6. Dopo aver ricevuto il parere favorevole dell' altra Parte contrente l'Autorita' del Paese nel quale ha sede l'impresa richiedente rilascia l'autorizzazione.

1.5 SERVIZI OCCASIONALI

Art. 10

Agli effetti del presente accordo, e' considerato servizio occasionale il trasporto di viaggiatori effettuato secondo una delle modalita' seguenti:

1) trasporto sullo stesso veicolo delle stesse persone per tutto un itinerario che deve iniziare e terminare nel territorio del Paese di immatricolazione del veicolo;

2) trasporto sullo stesso veicolo delle stesse persone quando il percorso ha il suo punto di partenza in un porto marittimo o aeroporto del Paese di immatricolazione del veicolo e il suo punto di arrivo in un porto marittimo o aeroporto sul territorio dell'altro Paese ed il veicolo deve ritornare:

a) vuoto;

b) oppure con viaggiatori, arrivati per nave o per aereo nel porto o aeroporto nel quale sono stati depositati all'andata i primi viaggiatori, che debbono continuare il viaggio per nave o per aereo partendo da un altro porto o aeroporto sul territorio del Paese di immatricolazione del veicolo;

c) oppure con viaggiatori, arrivati per nave o per aereo in un porto o aeroporto dello stesso Paese in cui si trova il porto o aeroporto nel quale sono stati depositati all'andata i primi viaggiatori, che debbono continuare il viaggio per nave o per aereo partendo da un altro porto o aeroporto sul territorio del Paese di immatricolazione del veicolo.

3) servizio effettuato a vuoto sul territorio dell'altra Parte contraente per trasportare nel Paese di immatricolazione del veicolo gruppi formati in base ad un accordo preventivo tra il vettore e un committente.

Art. 11

1. I servizi previsti alle lettere 1) e 2) del precedente articolo 10 del presente Accordo, anche se in transito, sono effettuati senza alcuna autorizzazione.

2. In tali casi il conducente dell'autobus deve avere a bordo un formulario contenente l'elenco nominativo dei viaggiatori.

3. L'autobus in avaria puo' essere sostituito da un altro autobus senza autorizzazione secondo le modalita' stabilite dalla Commissione Mista.

4. Nel caso previsto dal punto 3) dello stesso Art.10 del presente Accordo, l'Autorita' competente del Paese in cui ha sede l'impresa che deve effettuare il servizio dovra' chiedere l'autorizzazione dell'altra Parte contraente.

1.6 ALTRI SERVIZI CON AUTOBUS

Art. 12

1. Per tutti gli altri servizi con autobus non previsti negli articoli precedenti del presente Accordo e' necessario ottenere preventivamente di volta in volta l'autorizzazione rilasciata dall'Autorita' competente dell'altra Parte contraente.

2. L'autorizzazione e' rilasciata all'impresa in base a domanda indirizzata all'Autorita' competente della Parte contraente.

3. La domanda deve contenere l'indicazione della destinazione del viaggio, dell'itinerario, della finalita' del viaggio stesso, del veicolo da utilizzare e tutte le altre indicazioni che saranno richieste di comune accordo dalle Autorita' competenti delle Parti contraenti.

4. L'Autorita' competente di una delle Parti contraenti trasmette le domande ammesse all'Autorita' competente dell'altra Parte contraente corredandole di tutta la documentazione necessaria.

5. L'Autorita' competente dell'altra Parte comunichera' le proprie determinazioni entro 30 giorni dal ricevimento della richiesta.

6. Dopo aver ricevuto il parere favorevole dell' altra Parte contraente l'Autorita' del Paese nel quale ha sede l'impresa richiedente rilascia l'autorizzazione.

II - TRASPORTO DI MERCI

2.1 TRASPORTI TRA I DUE PAESI E TRASPORTI IN TRANSITO

Art. 13

1. L'impresa con sede sociale nel territorio di una delle Parti contraenti che effettua il trasporto di merci deve essere munita, per i trasporti tra i due Paesi, di un'autorizzazione rilasciata dall'Autorita' competente dell'altro Paese,

salvo quanto disposto dai successivi Artt. 14 e 15 e salvo diversa decisione adottata dalla Commissione Mista sull'esenzione dall'autorizzazione nei trasporti bilaterali.

2. Nell'effettuazione del trasporto di merci l'ingresso, il movimento e la permanenza dei veicoli, nonche' dei conducenti, nel territorio dell'altra Parte contraente potranno essere sottoposti, a titolo di reciprocita', a particolari condizioni, controlli e cautele, quando lo richiedano esigenze di sicurezza dello Stato.

Art. 14

1. Fatte salve le norme in vigore che regolano l'ingresso e l'eventuale uscita del o dei materiali di cui al seguente elenco di trasporti nei e dai territori delle due Parti contraenti, non sono soggetti all'autorizzazione prevista nell'articolo precedente:

1) i trasporti funebri;

2) i trasporti di materiale destinato alle esposizioni;

3) i trasporti occasionali di merci a destinazione di aeroporti o in provenienza da aeroporti in caso di deviazione dei servizi;

4) i trasporti di bagagli per mezzo di rimorchi aggiunti ai veicoli adibiti ai trasporti di viaggiatori e trasporti di bagagli per mezzo di qualsiasi tipo di veicolo diretto verso aeroporti o da essi provenienti;

5) i trasporti postali;

6) i trasporti di articoli necessari alle cure mediche in caso di soccorsi urgenti, soprattutto in presenza di calamita' naturali;

7) i trasporti di merci di valore (per esempio, metalli preziosi) effettuati con veicoli speciali scortati dalla polizia o da altre forze di protezione;

8) i trasporti di parti di ricambio per la navigazione marittima ed aerea;

9) lo spostamento a vuoto di un veicolo adibito al trasporto di merci e destinato a sostituire un veicolo divenuto inutilizzabile nel territorio dell'altro Stato contraente, nonche' il ritorno a vuoto del veicolo in avaria dopo la riparazione. Il proseguimento del trasporto con il veicolo di sostituzione si effettuera' avvalendosi dell'autorizzazione rilasciata al veicolo divenuto inutilizzabile;

10) i trasporti di api e avannotti.

2. L'elenco dei trasporti esenti da autorizzazione, ai sensi del presenti articolo, puo' avere variazioni in sede di Commissione Mista.

3. Nell'effettuazioni dei trasporti di cui al presente articolo, sono fatte salve le esigenze di varia natura previste da particolari normative di settore.

Art. 15

1. L'autorizzazione, valida per l'andata e il ritorno, non e' cedibile e da' diritto all'impresa ad effettuare trasporti con un veicolo o complesso di veicoli (autocarro senza rimorchio, autotreno, autoarticolato), entro il periodo di validita' indicato nell'autorizzazione medesima, comunque non superiore ad un anno.

2. I trasporti in transito nel territorio delle Parti contraenti, salvo diversa intesa delle Parti stesse, non sono soggetti ad autorizzazione.

3. Ai fini del presente accordo sono da considerarsi in transito i trasporti attraverso il territorio di uno dei due Stati contraenti con destinazione verso uno Stato terzo senza che vi sia carico o scarico di merci nel territorio dello Stato contraente attraverso il quale il transito ha luogo.

Art. 16

1. Non e' permesso assumere sul territorio dell'altra Parte contraente carichi di merce da scaricare sul territorio della stessa Parte.

2. E' altresi' vietato ai trasportatori domiciliati nel territorio di una delle Parti effettuare trasporti tra l'altro Paese contraente ed un Paese terzo, salvo apposita autorizzazione speciale dell'altro Paese.

III - DISPOSIZIONI DI CARATTERE GENERALE

Art. 17

1. I requisiti di capacita' tecnica e professionale delle imprese, l'idoneita' dei veicoli, il contenuto dei documenti di circolazione dei veicoli, l'idoneita' alla guida dei conducenti, la copertura assicurativa ed i massimali contro i rischi di responsabilita' civile verso i terzi e verso i viaggiatori trasportati, sono determinati, nel rispetto delle disposizioni nazionali in vigore, dagli organi nazionali competenti dei due Paesi.

2. Le condizioni di polizza debbono essere comunque conformi alle disposizioni di legge vigenti nel Paese in cui si effettua il trasporto.

Art. 18

Le modalita' per il rilascio dei biglietti, per la compilazione dei documenti richiesti per il trasporto dei viaggiatori e delle merci, per la tenuta dei registri e per la rilevazione dei dati statistici da scambiare fra le Autorita' competenti, sono fissate di comune accordo dai rispettivi organi delle Parti contraenti.

Art. 19

1. I trasportatori e il personale impiegato sui veicoli con i quali si effettua il trasporto ai sensi del presente Accordo sono tenuti a rispettare le norme relative alla circolazione stradale ed ai trasporti in vigore nel territorio della Parte contraente, quando tali veicoli si trovano nel territorio di quest'ultima.

2. Per le violazioni delle norme di cui al comma precedente si risponde davanti alle Autorita' competenti della Parte contraente nel territorio della quale le violazioni sono state commesse.

Art. 20

1. I trasportatori delle due Parti contraenti sono obbligati al rispetto delle norme valutarie e fiscali in vigore nel territorio della Parte contraente ove si effettua il trasporto.

2. La Commissione Mista potra' proporre facilitazioni di carattere fiscale, che siano consentite dalla legislazione dei due Stati.

Art. 21

1. Ciascuna parte contraente consente l'ingresso nel suo territorio dei veicoli immatricolati nel territorio dell'altra parte contraente in esenzione temporanea dai diritti doganali senza proibizioni e restrizioni e a condizione che essi siano riesportati.

2. Le parti contraenti possono esigere che tali veicoli siano sottoposti alle formalita' doganali richieste per la temporanea importazione nel rispettivo territorio nazionali.

Art. 22

1. Il conducente e gli altri membri dell'equipaggio del veicolo possono importare temporaneamente, in esenzione dai diritti doganali e dalle tasse di entrata, una quantita' ragionevole di oggetti necessari ai loro bisogni personali, per le normali esigenze di viaggio, in misura proporzionale alla durata del loro soggiorno sul territorio dell'altra Parte contraente, a condizione che non siano ceduti.

2. Sono ugualmente esonerati dai diritti doganali e dalle tasse di entrata le provviste alimentari di viaggio e una piccola quantita' di tabacco, di sigari e di sigarette destinati all'uso personale, nel rispetto delle disposizioni doganali in vigore sul territorio dell'altra Parte contraente.

3. Questi benefici sono accordati alle condizioni fissate dalle autorita' doganali e che concernono l'importazione in esenzione temporanea degli oggetti destinati all'uso personale dei viaggiatori.

Art. 23

Sono ammessi in esenzione dai diritti doganali e dalle tasse di entrata, senza proibizioni ne' restrizioni, i combustibili ed i carburanti contenuti nei serbatoi normali dei veicoli temporaneamente importati, restando inteso che il serbatoio normale e' quello previsto dal costruttore per il tipo di veicolo di cui trattasi.

Art. 24

1. I pezzi di ricambio destinati alla riparazione di un veicolo, gia' importato temporaneamente, che effettua uno dei trasporti previsti dal presente Accordo, sono ammessi in esenzione temporanea dai diritti doganali e dalle tasse di entrata, senza restrizioni e proibizioni, con l'osservanza delle formalita' doganali previste dagli ordinamenti delle Parti contraenti.

2. Per le parti sostituite e non riesportate e' dovuto il pagamento dei diritti doganali e delle tasse di entrata, a meno che, conformemente alle disposizioni della legislazione del Paese d'importazione, dette parti siano state cedute gratuitamente a tale Paese oppure distrutte a spese degli interessati, sotto vigilanza doganale.

Art. 25

1. La fatturazione ed i pagamenti per i servizi di trasporto effettuati in applicazione del presente Accordo, dovranno essere eseguiti in valuta liberamente convertibile al tasso di cambio di mercato vigente il giorno dei pagamenti stessi.

2. I relativi trasferimenti dovranno avvenire senza limitazioni o ritardi, previo assolvimento degli obblighi fiscali.

3. Qualora dovesse essere concluso un accordo di pagamento tra le Parti contraenti, i pagamenti di cui sopra avranno luogo secondo le disposizioni di quest'ultimo accordo.

Art. 26

Ferme restando le sanzioni irrogate nel Paese in cui l'infrazione e' rilevata, in caso di violazione delle disposizioni del presente Accordo commesse nel territorio dell'altra Parte contraente, l'Autorita' competente della Parte contraente nel territorio della quale il veicolo e' immatricolato decide - su segnalazione dell'Autorita' competente dell'altra Parte contraente - l'applicazione di una delle seguenti sanzioni:

1) avvertimento;

2) diffida, con avvertimento che in caso di recidiva si fara' luogo all'applicazione delle misure previste dai successivi punti 3) o 4);

3) sospensione a titolo temporaneo dell'autorizzazione ad effettuare trasporto merci o viaggiatori nel Paese ove e' stata commessa l'infrazione;

4) revoca dell'autorizzazione ad effettuare trasporto merci o viaggiatori nel Paese ove e' stata commessa l'infrazione.

Art. 27

1. Tutte le questioni concernenti l'applicazione del presente Accordo saranno risolte d'intesa tra le Autorita' competenti delle Parti contraenti.

2. Ai sensi del presente Accordo l'Autorita' competente e':

per la Repubblica di Lettonia:

Latvijas Republikas Satiksmes ministrija;

per la Repubblica Italiana:

il Ministero dei Trasporti e della Navigazione,

Direzione Generale della Motorizzazione Civile e dei Trasporti in Concessione.

Art. 28

1. E' istituita una Commissione Mista, composta da rappresentanti delle Autorita' competenti delle Parti contraenti, con i seguenti compiti:
1) esprimere pareri sui servizi regolari di trasporto di viaggiatori, concordando eventualmente le modalita' di esecuzione dei servizi stessi ritenuti utili ad entrambe le Parti contraenti;
2) determinare di comune accordo i contingenti delle autorizzazioni al trasporto di merci previste dall'art. 13 o l'esenzione da autorizzazione nel trasporto bilaterale;
3) predisporre i modelli delle autorizzazioni previste dagli artt. 5, 9, 11 e 13 e stabilire le modalita' di rilascio;
4) risolvere i problemi e le questioni che potrebbero insorgere a seguito dell'applicazione del presente Accordo;
5) adottare le misure ritenute idonee a facilitare e favorire lo sviluppo dei trasporti stradali tra I due Paesi;
6) esaminare l'opportunita' di concedere delle facilitazioni di carattere fiscale, basate sul principio della reciprocita', e che siano consentite nel quadro delle disposizioni vigenti nei due Paesi.

2. Le Autorita' competenti delle Parti contraenti designano i rappresentanti che si riuniranno in Commissione Mista, alternativamente sul territorio dei due Paesi, a richiesta di una delle Parti contraenti.

Art. 29

La legislazione interna di ciascuna Parte contraente si applica a tutte le questioni che non sono regolamentate dal presente accordo o dalle convenzioni internazionali alle quali aderiscano entrambe le Parti contraenti.

Art. 30

1. I conducenti e il personale impiegato sui veicoli adibiti al trasporto di persone e di merci ai sensi del presente Accordo sono tenuti a rispettare le disposizioni legislative, regolamentari e amministrative in vigore nello Stato contraente in cui si svolge il trasporto e in particolare la normativa nazionale che disciplina l'ingresso e il soggiorno nei rispettivi territori.

2. Le Parti contraenti si riservano in generale il diritto di derogare alla liberta' di movimento reciprocamente accordata nel caso in cui lo richiedano in particolare esigenze di sicurezza dello Stato anche sotto forma di regolamentazione di movimento di merci.

DISPOSIZIONI FINALI

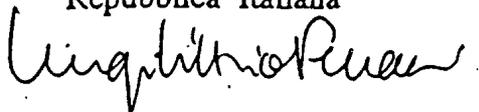
Art. 31

1. Il presente Accordo sara' soggetto a ratifica da parte dei due Paesi contraenti ed entrera' in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

2. Il presente Accordo sara' valido per un anno a decorrere dalla sua entrata in vigore e sara' prorogato automaticamente di anno in anno salvo denuncia fatta per iscritto da una delle Parti contraenti prima di tre mesi dalla scadenza.

In fede di che, i sottoscritti Rappresentanti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Riga il 3 aprile 1996 in duplice esemplare in lingua italiana e in lingua lettone entrambi i testi facenti egualmente fede.

Per il Governo della
Repubblica Italiana

Per il Governo della
Repubblica di Lettonia

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2682):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 12 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 4 dicembre 1996, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, IX e XI.

Esaminato dalla III commissione il 14 maggio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2484):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª, 10ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 25 giugno 1997.

Relazione scritta annunciata il 9 luglio 1997 (atto n. 2484/*A* - relatore sen. PIANETTA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0331

LEGGE 28 agosto 1997, n. **302.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali, fatta a Strasburgo il 1° febbraio 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali, fatta a Strasburgo il 1° febbraio 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 28 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in 11 milioni di lire annue a decorrere dal 1997, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats, signataires de la présente Convention-cadre,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Souhaitant donner suite à la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe adoptée à Vienne le 9 octobre 1993;

Résolus à protéger l'existence des minorités nationales sur leur territoire respectif;

Considérant que les bouleversements de l'histoire européenne ont montré que la protection des minorités nationales est essentielle à la stabilité, à la sécurité démocratique et à la paix du continent;

Considérant qu'une société pluraliste et véritablement démocratique doit non seulement respecter l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de toute personne appartenant à une minorité nationale, mais egalement créer des conditions propres à permettre d'exprimer, de préserver et de développer cette identité;

Considérant que la création d'un climat de tolérance et de dialogue est nécessaire pour permettre à la diversité culturelle d'être une source, ainsi qu'un facteur, non de division, mais d'enrichissement pour chaque société;

Considérant que l'épanouissement d'une Europe tolérante et prospere ne dépend pas seulement de la coopération entre Etats mais se fonde aussi sur une coopération transfrontalière entre collectivités locales et régionales respectueuse de la constitution et de l'intégrité territoriale de chaque Etat;

Prenant en compte la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et ses Protocoles;

Prenant en compte les engagements relatifs à la protection des minorités nationales contenus dans les conventions et déclarations des Nations Unies ainsi que dans les documents de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, notamment celui de Copenhague du 29 juin 1990;

Résolus à définir les principes qu'il convient de respecter et les obligations qui en découlent pour assurer, au sein des Etats membres et des autres Etats qui deviendront Parties au présent instrument, la protection effective des minorités nationales et des droits et libertés des

personnes appartenant à ces dernières dans le respect de la prééminence du droit, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale;

Etant décidés à mettre en œuvre les principes énoncés dans la présente Convention-cadre au moyen de législations nationales et de politiques gouvernementales appropriées,

Sont convenus de ce qui suit:

Titre I

Article 1

La protection des minorités nationales et des droits et libertés des personnes appartenant à ces minorités fait partie intégrante de la protection internationale des droits de l'homme et, comme telle, constitue un domaine de la coopération internationale.

Article 2

Les dispositions de la présente Convention-cadre seront appliquées de bonne foi, dans un esprit de compréhension et de tolérance ainsi que dans le respect des principes de bon voisinage, de relations amicales et de coopération entre les Etats.

Article 3

1 Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit de choisir librement d'être traitée ou ne pas être traitée comme telle et aucun désavantage ne doit résulter de ce choix ou de l'exercice des droits qui y sont liés.

2 Les personnes appartenant à des minorités nationales peuvent individuellement ainsi qu'en commun avec d'autres exercer les droits et libertés découlant des principes énoncés dans la presente Convention-cadre.

Titre II

Article 4

1 Les Parties s'engagent à garantir à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit à l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi. A cet égard, toute discrimination fondée sur l'appartenance à une minorité nationale est interdite.

2 Les Parties s'engagent à adopter, s'il y a lieu, des mesures adéquates en vue de promouvoir, dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle, une égalité pleine et effective entre les personnes appartenant à une minorité nationale et celles appartenant à la majorité. Elles tiennent dûment compte, à cet égard, des conditions spécifiques des personnes appartenant à des minorités nationales.

3 Les mesures adoptées conformément au paragraphe 2 ne sont pas considérées comme un acte de discrimination.

Article 5

1 Les Parties s'engagent à promouvoir les conditions propres à permettre aux personnes appartenant à des minorités nationales de conserver et développer leur culture, ainsi que de preserver les éléments essentiels de leur identité que sont leur religion, leur langue, leurs traditions et leur patrimoine culturel.

2 Sans préjudice des mesures prises dans le cadre de leur politique générale d'intégration, les Parties s'abstiennent de toute politique ou pratique tendant à une assimilation contre leur volonté des personnes appartenant à des minorités nationales et protègent ces personnes contre toute action destinée à une telle assimilation.

Article 6

1 Les Parties veilleront à promouvoir l'esprit de tolérance et le dialogue interculturel, ainsi qu'à prendre des mesures efficaces pour favoriser le respect et la compréhension mutuels et la cooperation entre toutes les personnes vivant sur leur territoire, quelle que soit leur identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et des médias.

2 Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures appropriées pour protéger les personnes qui pourraient être victimes de menaces ou d'actes de discrimination, d'hostilité ou de violence en raison de leur identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse.

Article 7

Les Parties veilleront à assurer à toute personne appartenant à une minorité nationale le respect des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, à la liberté d'expression et à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Article 8

Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit de manifester sa religion ou sa conviction, ainsi que le droit de créer des institutions religieuses, organisations et associations.

Article 9

1 Les Parties s'engagent à reconnaître que le droit à la liberté d'expression de toute personne appartenant à une minorité nationale comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées dans la langue minoritaire, sans ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières. Dans l'accès aux médias, les Parties veilleront, dans le cadre de leur système législatif, à ce que les personnes appartenant à une minorité nationale ne soient pas discriminées.

2 Le premier paragraphe n'empêche pas les Parties de soumettre à un régime d'autorisation, non discriminatoire et fondé sur des critères objectifs, les entreprises de radio sonore, télévision ou cinema.

3 Les Parties n'entraveront pas la création et l'utilisation de médias écrits par les personnes appartenant à des minorités nationales. Dans le cadre légal de la radio sonore et de la télévision, elles veilleront, dans la mesure du possible et compte tenu des dispositions du

premier paragraphe, à accorder aux personnes appartenant à des minorités nationales la possibilité de créer et d'utiliser leurs propres médias.

4 Dans le cadre de leur système législatif, les Parties adopteront des mesures adéquates pour faciliter l'accès des personnes appartenant à des minorités nationales aux médias, pour promouvoir la tolérance et permettre le pluralisme culturel.

Article 10

1 Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser librement et sans entrave sa langue minoritaire en privé comme en public, oralement et par écrit.

2 Dans les aires géographiques d'implantation substantielle ou traditionnelle des personnes appartenant à des minorités nationales, lorsque ces personnes en font la demande et que celle-ci répond à un besoin réel, les Parties s'efforceront d'assurer, dans la mesure du possible, des conditions qui permettent d'utiliser la langue minoritaire dans les rapports entre ces personnes et les autorités administratives.

3 Les Parties s'engagent à garantir le droit de toute personne appartenant à une minorité nationale d'être informée, dans le plus court délai, et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre elle, ainsi que de se défendre dans cette langue, si nécessaire avec l'assistance gratuite d'un interprète.

Article 11

1 Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'utiliser son nom (son patronyme) et ses prénoms dans la langue minoritaire ainsi que le droit à leur reconnaissance officielle, selon les modalités prévues par leur système juridique.

2 Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit de présenter dans sa langue minoritaire des enseignes, inscriptions et autres informations de caractère privé exposées à la vue du public.

3 Dans les regions traditionnellement habitées par un nombre substantiel de personnes appartenant à une minorité nationale, les Parties, dans le cadre de leur système législatif, y compris, le cas échéant, d'accords avec d'autres Etats, s'efforceront, en tenant compte de leurs conditions spécifiques, de présenter les dénominations traditionnelles locales, les noms de rues et autres indications topographiques destinées au public, dans la langue minoritaire egalement, lorsqu'il y a une demande suffisante pour de telles indications.

Article 12

1 Les Parties prendront, si nécessaire, des mesures dans le domaine de l'éducation et de la recherche pour promouvoir la connaissance de la culture, de l'histoire, de la langue et de la religion de leurs minorités nationales aussi bien que de la majorité.

2 Dans ce contexte, les Parties offriront notamment des possibilités de formation pour les enseignants et d'accès aux manuels scolaires, et faciliteront les contacts entre élèves et enseignants de communautés différentes.

3 Les Parties s'engagent à promouvoir l'égalité des chances dans l'accès à l'éducation à tous les niveaux pour les personnes appartenant à des minorités nationales.

Article 13

1 Dans le cadre de leur système éducatif, les Parties reconnaissent aux personnes appartenant à une minorité nationale le droit de créer et de gérer leurs propres établissements privés d'enseignement et de formation.

2 L'exercice de ce droit n'implique aucune obligation financière pour les Parties.

Article 14

1 Les Parties s'engagent à reconnaître à toute personne appartenant à une minorité nationale le droit d'apprendre sa langue minoritaire.

2 Dans les aires géographiques d'implantation substantielle ou traditionnelle des personnes appartenant à des minorités nationales, s'il existe une demande suffisante, les Parties s'efforceront d'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de leur système éducatif, que les personnes appartenant à ces minorités aient la possibilité d'apprendre la langue minoritaire ou de recevoir un enseignement dans cette langue.

3 Le paragraphe 2 du présent article sera mis en œuvre sans préjudice de l'apprentissage de la langue officielle ou de l'enseignement dans cette langue.

Article 15

Les Parties s'engagent à créer les conditions nécessaires à la participation effective des personnes appartenant à des minorités nationales à la vie culturelle, sociale et économique, ainsi qu aux affaires publiques, en particulier celles les concernant.

Article 16

Les Parties s'abstiennent de prendre des mesures qui, en modifiant les proportions de la population dans une aire géographique où résident des personnes appartenant à des minorités nationales, ont pour but de porter atteinte aux droits et libertés découlant des principes enonces dans la présente Convention-cadre.

Article 17

1 Les Parties s'engagent à ne pas entraver le droit des personnes appartenant à des minorités nationales d'établir et de maintenir, librement et pacifiquement, des contacts au-delà des frontières avec des personnes se trouvant régulièrement dans d'autres Etats, notamment celles avec lesquelles elles ont en commun une identité, ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse, ou un patrimoine culturel.

2 Les Parties s'engagent à ne pas entraver le droit des personnes appartenant à des minorités nationales de participer aux travaux des organisations non gouvernementales tant au plan national qu'international.

Article 18

1 Les Parties s'efforceront de conclure, si nécessaire, des accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres Etats, notamment les Etats voisins, pour assurer la protection des personnes appartenant aux minorités nationales concernées.

2 Le cas échéant, les Parties prendront des mesures propres à encourager la coopération transfrontalière.

Article 19

Les Parties s'engagent à respecter et à mettre en œuvre les principes contenus dans la présente Convention-cadre en y apportant, si necessaire, les seules limitations, restrictions ou dérogations prévues dans les instruments juridiques internationaux, notamment dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et ses Protocoles, dans la mesure où elles sont pertinentes pour les droits et libertés qui découlent desdits principes.

Titre III

Article 20

Dans l'exercice des droits et des libertés découlant des principes énoncés dans la présente Convention-cadre, les personnes appartenant à des minorités nationales respectent la législation nationale et les droits d'autrui, en particulier ceux des personnes appartenant à la majorité ou aux autres minorités nationales.

Article 21

Aucune des dispositions de la presente Convention-cadre ne sera interprétée comme impliquant pour un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte contraires aux principes fondamentaux du droit international et notamment à l'égalité souveraine, a l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des Etats.

Article 22

Aucune des dispositions de la présente Convention-cadre ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être reconnus conformément aux lois de toute Partie ou de toute autre convention à laquelle cette Partie contractante est partie.

Article 23

Les droits et libertés découlant des principes énoncés dans la présente Convention-cadre, dans la mesure où ils ont leur pendant dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et ses Protocoles, seront entendus conformément à ces derniers.

Titre IV

Article 24

1 Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe est chargé de veiller à la mise en œuvre de la presente Convention-cadre par les Parties contractantes.

2 Les Parties qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe participeront au mécanisme de mise en œuvre selon des modalités à déterminer.

Article 25

1 Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention-cadre à l'égard d'une Partie contractante, cette dernière transmet au Secrétaire Général du Conseil de

l'Europe des informations complètes sur les mesures législatives et autres qu'elle aura prises pour donner effet aux principes énoncés dans la présente Convention-cadre.

2 Ultérieurement, chaque Partie transmettra au Secrétaire Général, périodiquement et chaque fois que le Comité des Ministres en fera la demande, toute autre information relevant de la mise en œuvre de la présente Convention-cadre.

3 Le Secrétaire Général transmet au Comité des Ministres toute information communiquée conformément aux dispositions du présent article.

Article 26

1 Lorsqu'il évalue l'adéquation des mesures prises par une Partie pour donner effet aux principes enonces par la présente Convention-cadre, le Comité des Ministres se fait assister par un comité consultatif dont les membres possèdent une compétence reconnue dans le domaine de la protection des minorités nationales.

2 La composition de ce comité consultatif ainsi que ses procédures sont fixées par le Comité des Ministres dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention-cadre.

Titre V

Article 27

La présente Convention-cadre est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Jusqu'à la date de son entrée en vigueur, elle est aussi ouverte à la signature de tout autre Etat invité à la signer par le Comité des Ministres. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 28

1 La présente Convention-cadre entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle douze Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention-cadre conformément aux dispositions de l'article 27.

2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention-cadre, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une periode de trois mois apres la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 29

1 Après l'entrée en vigueur de la présente Convention-cadre et après consultation des Etats contractants, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter à adhérer à la presente Convention-cadre, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui, invité à la

signer conformément aux dispositions de l'article 27, ne l'aura pas encore fait, et tout autre Etat non membre.

2 **Pour tout Etat adhérant, la Convention-cadre entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.**

Article 30

1 **Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires pour lesquels il assure les relations internationales auxquels s'appliquera la présente Convention-cadre.**

2 **Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention-cadre à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention-cadre entrera en vigueur à l'égard** de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3 Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 31

1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention-cadre en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois apres la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 32

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil, aux autres Etats signataires et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention-cadre:

a toute signature;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention-cadre conformément à ses articles 28, 29 et 30;

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention-cadre.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention-cadre.

Fait à Strasbourg, le 1er février 1995, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à signer ou à adhérer à la presente Convention-cadre.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE QUADRO PER LA PROTEZIONE DELLE MINORANZE NAZIONALI

Strasburgo, 1 novembre 1995

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati, firmatari della presente Convenzione quadro,

Considerando che il fine del Consiglio d'Europa è di realizzare una maggiore unione tra i suoi membri al fine di salvaguardare e di conseguire gli ideali ed i principi che rappresentano il loro patrimonio comune;

Considerando che uno dei mezzi per raggiungere questo fine è la salvaguardia e l'ulteriore sviluppo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali;

Desiderando dar seguito alla Dichiarazione dei Capi di Stato e di Governo degli Stati Membri del Consiglio d'Europa adottata a Vienna il 9 ottobre 1993;

Determinati a proteggere l'esistenza delle minoranze nazionali sui loro rispettivi territori;

Considerando che le vicissitudini della storia europea hanno dimostrato che la protezione delle minoranze nazionali e essenziale per la stabilità, la sicurezza democratica e la pace del continente;

Considerando che una società che si vuole pluralista e genuinamente democratica deve non solo rispettare l'identità etnica, culturale, linguistica e religiosa di ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ma anche creare condizioni appropriate che le consentano di esprimere, di preservare e di sviluppare questa identità,

Considerando che la creazione di un clima di tolleranza e di dialogo e necessaria per consentire alla diversità culturale di essere fonte e fattore non di divisione, bensì di arricchimento per ciascuna società;

Considerando che la realizzazione di una Europa tollerante e prospera non dipende solo dalla cooperazione tra Stati ma si basa su una cooperazione transfrontaliera tra collettività locali e regionali che non pregiudichi la costituzione e l'integrità territoriale di ciascun Stato;

In considerazione della Convenzione per la Protezione dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali e relativi Protocolli;

In considerazione degli impegni relativi alla protezione delle minoranze nazionali contenuti nelle convenzioni e nelle dichiarazioni delle Nazioni Unite nonchè nei documenti della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa, in particolare quello di Copenhagen del 29 giugno 1990,

Determinati a definire i principi da rispettare e gli obblighi che ne derivano per assicurare, in seno agli Stati membri ed agli altri Stati che divengano Parti del presente strumento, la protezione effettiva delle minoranze nazionali e dei diritti e libertà delle persone appartenenti a tali minoranze secondo il disposto di legge e nel rispetto dell'integrità territoriale e della sovranità nazionale degli Stati;

Determinati ad attuare i principi enunciati nella presente Convenzione quadro per mezzo di legislazioni nazionali e di politiche governative appropriate,

Hanno convenuto quanto segue:

Sezione I

Articolo 1

La protezione delle minoranze nazionali e dei diritti e delle libertà delle persone appartenenti a queste minoranze e parte integrante della protezione internazionale dei diritti dell'uomo e in quanto tale rientra nella portata della cooperazione internazionale.

Articolo 2

Le norme della presente Convenzione quadro saranno applicate in buona fede, in uno spirito di comprensione e di tolleranza nonchè nel rispetto dei principi di buon vicinato, di relazioni amichevoli e di cooperazione tra gli Stati.

Articolo 3

1 Ogni persona che appartiene ad una minoranza nazionale ha diritto di scegliere liberamente se essere trattata o non trattata in quanto tale e nessuno svantaggio dovrà risultare da questa scelta o dall'esercizio dei diritti ad essa connessi.

2 Le persone appartenenti a minoranze nazionali possono esercitare individualmente ed in comunità con altre persone, i diritti e le libertà derivanti dai principi enunciati nella presente Convenzione quadro.

Sezione II

Articolo 4

1 Le Parti si impegnano a garantire ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto all'uguaglianza davanti alla legge e ad una uguale protezione della legge. A tal fine, è vietata ogni discriminazione fondata sull'appartenenza ad una minoranza nazionale.

2 Le Parti si impegnano ad adottare, se del caso, misure adeguate al fine di promuovere in tutti i settori della vita economica, sociale, politica e culturale l'uguaglianza completa ed effettiva fra le persone appartenenti ad una minoranza nazionale e quelle appartenenti alla maggioranza. A tale riguardo, esse terranno debitamente conto delle specifiche condizioni delle persone che appartengono a minoranze nazionali.

3 Le misure adottate in conformità con il paragrafo 2 non sono considerate come atti discriminatori .

Articolo 5

1 Le Parti s'impegnano a promuovere condizioni tali da consentire alle persone che appartengono a minoranze nazionali, di conservare e di sviluppare la loro cultura e di preservare gli elementi essenziali della loro identità quali la religione, la lingua, le tradizioni ed il patrimonio culturale.

2 Fatte salve le misure adottate nell'ambito di una politica generale d'integrazione, le Parti si astengono da ogni politica o prassi mirante all'assimilazione di persone appartenenti a minoranze nazionali contro la loro volontà, e proteggono queste persone da ogni azione volta a tale assimilazione.

Articolo 6

1 Le Parti incoraggeranno lo spirito di tolleranza ed un dialogo inter-culturale, ed adotteranno misure effettive per promuovere il rispetto e la comprensione reciproca, nonché la cooperazione tra tutte le persone che vivono sul loro territorio, a prescindere dalla loro identità etnica, culturale, linguistica o religiosa, in particolare nel settore dell'istruzione, della cultura e dei mezzi d'informazione.

2 Le Parti s'impegnano ad adottare ogni misura appropriata per proteggere le persone che potrebbero essere vittime di minacce o di atti di discriminazione, di ostilità o di violenza in ragione della loro identità etnica, culturale, linguistica o religiosa.

Articolo 7

Le Parti assicureranno che per ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale siano rispettati i diritti alla libertà di riunione pacifica, alla libertà di associazione, alla libertà di espressione ed alla libertà di pensiero, di coscienza e di religione.

Articolo 8

Le Parti s'impegnano a riconoscere ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto di manifestare la sua religione o le sue convinzioni, nonché il diritto di creare istituzioni religiose, organizzazioni ed associazioni.

Articolo 9

1 Le Parti s'impegnano a riconoscere che il diritto alla libertà di espressione di ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale comporta la libertà di opinione e la libertà di ricevere e di comunicare informazioni o idee nella sua lingua minoritaria, senza che vi sia ingerenza di una pubblica autorità e senza badare a frontiere. Le Parti faranno in modo nell'ambito del loro ordinamento legislativo, che le persone appartenenti ad una minoranza nazionale non siano discriminate per quanto attiene l'accesso ai mezzi d'informazione.

2 Il paragrafo 1 non impedisce alle Parti di sottoporre ad un regime di autorizzazione non discriminatorio e fondato su criteri obiettivi, le emittenti radiofoniche e televisive o le imprese cinematografiche.

3 Le Parti non frapporranno impedimenti alla fondazione e all'uso di mezzi di stampa da parte di persone appartenenti a minoranze nazionali. Nell'ambito legale delle emittenti radiofoniche e televisive esse concederanno alle persone che appartengono a minoranze nazionali, in tutta la misura del possibile ed in considerazione delle disposizioni del primo paragrafo, la possibilità di creare e di utilizzare propri mezzi d'informazione.

4 Nell'ambito del loro sistema legislativo, le Parti adotteranno adeguati provvedimenti per agevolare alle persone appartenenti a minoranze nazionali l'accesso ai mezzi d'informazione, in vista di promuovere la tolleranza e di consentire il pluralismo culturale.

Articolo 10

1 Le Parti s'impegnano a riconoscere ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto di utilizzare liberamente e senza impedimenti la sua lingua minoritaria in privato ed in pubblico, oralmente e per iscritto.

2 Nelle zone geografiche dove persone appartenenti a minoranze nazionali sono insediate per tradizione o in numero sostanziale, qualora tali persone ne facciano richiesta e sempre la richiesta corrisponda ad una effettiva esigenza, le Pareti faranno in modo di realizzare per quanto possibile le condizioni che consentano di utilizzare la lingua minoritaria nelle relazioni tra queste persone e le autorità amministrative.

3 Le Parti s'impegnano a garantire il diritto di ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale di essere informata nel più breve termine ed in una lingua che a lei é comprensibile, dei motivi del suo arresto, della natura e della causa dell'accusa che gli viene rivolta, nonché di difendersi in questa lingua se del caso con l'assistenza gratuita di un'interprete.

Articolo 11

1 Le Parti si impegnano a riconoscere ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto di utilizzare i suoi nomi ed il suo cognome (patronimico) nella lingua minoritaria nonchè il suo diritto al loro riconoscimento ufficiale, secondo le modalità previste dall'ordinamento di dette Parti.

2 Le Parti si impegnano a riconoscere ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto di esporre al pubblico, nella sua lingua minoritaria, insegne, scritte ed altre informazioni di carattere privato.

3 Nelle regioni tradizionalmente abitate da un numero sostanziale di persone appartenenti ad una minoranza nazionale, le Parti, nell'ambito del loro sistema legislativo compresi se del caso accordi con altri Stati, faranno ogni sforzo, in considerazione delle loro specifiche condizioni, per affiggere anche nella lingua minoritaria le denominazioni tradizionali locali, i nomi delle strade e le altre indicazioni topografiche destinate al pubblico qualora vi sia una domanda sufficiente per tali indicazioni.

Articolo 12

1 Le Parti adotteranno se del caso misure nel settore dell'istruzione e della ricerca per promuovere la conoscenza della cultura, della storia, della lingua e della religione delle loro minoranze nazionali e della maggioranza.

2 In questo contesto le Parti forniranno in particolare adeguate opportunità di formazione per gli insegnanti nonchè per quanto attiene all' accesso ai testi scolastici, e faciliteranno i contatti tra studenti ed insegnanti di comunità diverse.

3 Le Parti s'impegnano a promuovere l'eguaglianza di opportunità per le persone appartenenti alle minoranze nazionali per quanto attiene all'accesso all'istruzione a tutti i livelli.

Articolo 13

1 Nell'ambito del loro sistema d'istruzione le Parti riconoscono alle persone appartenenti ad una minoranza nazionale il diritto di creare e di gestire i propri istituti privati d'insegnamento e di formazione.

2 L'esercizio di questo diritto non comporta alcun obbligo finanziario per le Parti.

Articolo 14

1 Le Parti s'impegnano a riconoscere ad ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale il diritto all'apprendimento della sua lingua minoritaria.

2 Nelle zone geografiche dove persone appartenenti a minoranze nazionali sono insediate per tradizione o in numero sostanziale, nel caso che vi sia una domanda sufficiente le Parti faranno in modo, per quanto possibile e nell'ambito del loro sistema d'istruzione, che le persone appartenenti a tali minoranze abbiano la possibilità di apprendere la lingua minoritaria o di ricevere un insegnamento in questa lingua.

3 Il paragrafo 2 del presente articolo sarà applicato senza pregiudizio dell'apprendimento della lingua ufficiale o dell'insegnamento in detta lingua.

Articolo 15

Le Parti s'impegnano a creare le condizioni necessarie per la partecipazione effettiva delle persone appartenenti a minoranze nazionali alla vita culturale sociale ed economica, nonchè agli affari pubblici, in particolare a quelli che li concernono.

Articolo 16

Le Parti si asterranno dal prendere misure che modificano le proporzioni della popolazione in zone geografiche abitate da persone appartenenti a minoranze nazionali, tali da pregiudicare i diritti e le libertà derivanti dai principi enunciati nella presente Convenzione quadro.

Articolo 17

1 Le Parti si impegnano a non interferire con il diritto delle persone appartenenti a minoranze nazionali di stabilire e di mantenere, liberamente e pacificamente, dei contatti al di là delle frontiere con persone che soggiornano regolarmente in altri Stati, in particolare con persone con cui hanno in comune l'identità etnica, culturale, linguistica o religiosa, o un patrimonio culturale.

2 Le Parti s'impegnano a non ostacolare il diritto delle persone appartenenti a minoranze nazionali di partecipare ai lavori di organizzazioni non governative a livello sia nazionale che internazionale.

Articolo 18

1 Le Parti si sforzeranno di concludere, ove necessario, accordi bilaterali e multilaterali con altri Stati, in particolare con gli Stati limitrofi, per assicurare la protezione delle persone appartenenti alle minoranze nazionali interessate.

2 Se del caso, le Parti adotteranno provedimenti adatti a incoraggiare la cooperazione transfrontaliera.

Articolo 19

Le Parti s'impegnano a rispettare e ad attuare i princìpi contenuti nella presente Convenzione quadro, apportandovi unicamente le limitazioni, restrizioni o deroghe previste negli strumenti giuridici internazionali in particolare nella Convenzione per la Protezione dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali e relativi Protocolli, nella misura in cui attengono ai diritti ed alle libertà che scaturiscono da detti princìpi.

Sezione III

Articolo 20

Nell'esercizio dei diritti e delle libertà che scaturiscono dai princìpi enunciati nella presente Convenzione quadro, le persone appartenenti ad una minoranza nazionale rispettano la legislazione nazionale ed i diritti altrui, in particolare quelli delle persone appartenenti alla maggioranza o ad altre minorità nazionali.

Articolo 21

Nessuna delle norme della presente Convenzione quadro sarà interpretata nel senso di implicare per qualsiasi individuo il diritto ad intraprendere un'attività o a compiere atti contrastanti con i princìpi fondamentali del diritto internazionale, in particolare con l'eguaglianza sovrana, l'integrità territoriale e l'indipendenza politica degli Stati.

Articolo 22

Nessuna disposizione della presente Convenzione quadro sarà interpretata nel senso di limitare o di pregiudicare i diritti dell'uomo e le libertà fondamentali eventualmente riconosciute dalle leggi delle Parti Contraenti o a norma di ogni altra convenzione di cui una Parte contraente è parte.

Articolo 23

I diritti e le libertà che scaturiscono dai princìpi enunciati nella presente Convenzione quadro, nella misura in cui sono soggetti a disposizioni corrispondenti nella Convenzione per la Protezione dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà Fondamentali e nei relativi Protocolli si intenderanno come conformi a dette disposizioni.

Sezione IV

Articolo 24

1 Il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa controlla e segue l'attuazione della presente Convenzione quadro effettuata dalle Parti Contraenti.

2 Le Parti che non sono membri del Consiglio d'Europa parteciperanno al meccanismo di attuazione secondo modalità da determinare.

Articolo 25

Entro il termine di un anno a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione quadro per una Parte Contraente, quest'ultima trasmette al Segretario Generale del Consiglio d'Europa informazioni complete sui provvedimenti legislativi e di altro tipo che avra adottato per dare effetto ai princìpi enunciati nella presente Convenzione quadro.

2 In seguito, ciascuna Parte trasmetterà al Segretario Generale, periodicamente ed ogni qualvolta il Comitato dei Ministri ne faccia domanda, ogni altra informazione attinente all'attuazione della presente Convenzione quadro.

3 Il Segretario Generale trasmette al Comitato dei Ministri ogni informazione comunicata in conformità alle disposizioni del presente articolo.

Articolo 26

1 Nel valutare l'adeguatezza delle misure prese dalle Parti per dare effetto ai princìpi enunciati nella presente Convenzione quadro, il Comitato dei Ministri sara assistito da un Comitato consultivo i cui membri possiedono una competenza riconosciuta nel campo della protezione delle minoranze nazionali.

2 La composizione di detto comitato consultivo nonché le sue procedure sono stabilite dal Comitato dei Ministri nel termine di un anno a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione quadro.

Sezione V

Articolo 27

La presente Convenzione quadro e aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Fino alla data in cui entra in vigore, la Convenzione e aperta anche alla firma di ogni altro Stato invitato a firmare dal Comitato dei Ministri. Essa sara sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 28

1 La presente Convenzione quadro entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data alla quale dodici Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere Parti della Convenzione quadro secondo le disposizioni dell'articolo 27.

2 Per ogni Stato membro che manifesterà in seguito il suo consenso ad essere parte della Convenzione quadro, quest'ultima entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 29

1 Successivamente all'entrata in vigore della presente Convenzione quadro e previa consultazione degli Stati contraenti, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ad aderire alla presente Convenzione quadro, mediante decisione adottata con la maggioranza prevista all'articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa, ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa il quale benché invitato a firmarla in conformità con le disposizioni dell'articolo 27, non lo abbia ancora fatto, ed ogni altro Stato non membro.

2 Per ogni Stato aderente, la Convenzione quadro entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 30

1 Ogni Stato puo, all'atto della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione o di adesione, designare il territorio o i territori di cui cura le relazioni internazionali che saranno oggetto della presente Convenzione quadro.

2 Ogni Stato può, in ogni altro momento successivo, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa estendere l'applicazione della presente Convenzione quadro ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. La Convenzione quadro entrerà in vigore riguardo a questo territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3 Ogni dichiarazione resa a norma dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata riguardo ad ogni territorio indicato in tale dichiarazione, mediante una notifica indirizzata al Segretario Generale. Il recesso avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 31

1 Ogni Parte può in qualunque momento denunciare la presente Convenzione quadro mediante una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2 La denuncia avra effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data alla quale il Segretario Generale avra ricevuto la notifica.

Articolo 32

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio, agli altri Stati firmatari e ad ogni Stato che ha aderito alla presente Convenzione quadro:

a ogni firma;
b il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
c ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione quadro in conformità con i suoi articoli 28,29 e 30;
d ogni altro atto, notifica o comunicazione attinente alla presente Convenzione quadro.

In fede di che i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati hanno firmato la presente Convenzione quadro.

FATTO a Strasburgo, il 1 febbraio 1995, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sara depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa e ad ogni Stato invitato a firmare la presente Convenzione quadro o ad aderire ad essa.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2623):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 4 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 dicembre 1996, con pareri delle commissioni I, II e VII.

Esaminato dalla III commissione il 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2481):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 e 17 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 28 luglio 1997 (atto n. 2481/*A* - relatore sen. BRATINA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0332

LEGGE 28 agosto 1997, n. **303.**

Ratifica ed esecuzione del sesto protocollo addizionale all'accordo generale sui privilegi e immunità del Consiglio d'Europa, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il sesto protocollo addizionale all'accordo generale sui privilegi e immunità del Consiglio d'Europa, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Vu la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée a Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»);

Vu le Protocole n° 11 à la Convention, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, signé à Strasbourg le 11 mai 1994 (ci-après dénommé «Protocole n° 11 à la Convention»), qui établit une Cour permanente européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée «la Cour») remplaçant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme;

Vu aussi l'article 51 de la Convention, qui spécifie que les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus en vertu de cet article;

Rappelant l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris le 2 septembre 1949 (ci-après dénommé «l'Accord général»), et ses Deuxième, Quatrième et Cinquième Protocoles;

Considérant qu'un nouveau Protocole à l'Accord général est opportun pour accorder des privilèges et immunités aux juges de la Cour;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Outre les privilèges et immunités prévus à l'article 18 de l'Accord général, les juges, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, jouissent des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyes diplomatiques.

Article 2

Aux fins d'application du présent Protocole, le terme «juges» désigne indifféremment les juges elus conformément à l'article 22 de la Convention et tout juge ad hoc désigné par un Etat intéressé en vertu de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

Article 3

En vue d'assurer aux juges une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction, en ce qui concerne les paroles

ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions, continuera a leur être accordée même après que leur mandat aura pris fin.

Article 4

Les privilèges et immunités sont accordés aux juges non pour leur bénéfice personnel, mais en vue d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions. La Cour, siégeant en assemblée plénière, a seule qualité pour prononcer la levée des immunités; elle a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité d'un juge dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Article 5

1 Les dispositions des articles 1, 3 et 4 du présent Protocole s'appliquent au greffier de la Cour et à un greffier adjoint lorsqu'il fait fonction de greffier et que cela aura été notifié formellement aux Etats parties à la Convention.

2 Les dispositions de l'article 3 du présent Protocole et de l'article 18 de l'Accord général s'appliquent à un greffier adjoint de la Cour.

3 Les privilèges et immunités prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont accordés au greffier et à un greffier adjoint non pour leur bénéfice personnel mais en vue du bon accomplissement de leurs fonctions. La Cour, siégeant en assemblée plénière, a seule qualité pour prononcer la levée des immunités de son greffier et d'un greffier adjoint; elle a non seulement le droit mais le devoir de lever cette immunité dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

4 Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a qualité pour prononcer, avec l'accord du Président de la Cour, la levée de l'immunité des autres membres du greffe en conformité avec les dispositions de l'article 19 de l'Accord général et en tenant dûment compte des considérations figurant au paragraphe 3.

Article 6

1 Les documents et papiers de la Cour, des juges et du greffe, pour autant qu'ils concernent l'activité de la Cour, sont inviolables.

2 La correspondance officielle et les autres communications officielles de la Cour, des juges et du greffe ne peuvent être retenues ou censurées.

Article 7

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de l'Accord général, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

   a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

   b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

1 Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle trois Parties à l'Accord général auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 7, si à cette date le Protocole n° 11 à la Convention est entré en vigueur, ou à la date d'entrée en vigueur du Protocole n° 11 à la Convention dans le cas contraire.

2 Pour tout Etat partie à l'Accord général qui signera ce Protocole ultérieurement sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera, le présent Protocole entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 9

1 Tout Etat peut, au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que le présent Protocole s'appliquera à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales et où la Convention et ses Protocoles s'appliquent.

2 Le Protocole s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aura reçu cette notification.

3 Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1 pourra être retirée ou modifiée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait ou la modification prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil:

a toute signature;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément aux articles 8 et 9;

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 5 mars 1996, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

SESTO PROTOCOLLO ADDIZIONALE ALL'ACCORDO GENERALE SUI PRIVILEGI E LE IMMUNITA DEL CONSIGLIO D'EUROPA

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo,

Vista la Convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (di seguito denominata "la Convenzione");

Visto il Protocollo n°11 alla Convenzione, relativo alla ristrutturazione del meccanismo di controllo istituito dalla Convenzione, firmato a Strasburgo l'11 maggio 1994 (di seguito denominato "Protocollo n° 11 alla Convenzione") che istituisce una Corte permanente europea dei diritti dell'uomo (di seguito denominata "la Corte") in sostituzione della Commissione e della Corte europea dei diritti dell'uomo;

Visto inoltre l'articolo 51 della Convenzione che specifica che i giudici godano, nell'esercizio delle loro funzioni, dei privilegi e delle immunità previste all'articolo 40 dello Statuto del Consiglio d'Europa e negli accordi conclusi ai sensi di detto articolo;

Ricordando l'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa firmato a Parigi il 2 settembre 1949 (di seguito denominato "l'Accordo generale") ed il suo secondo, quarto, e quinto Protocollo;

Considerando l'opportunità di un nuovo Protocollo all'Accordo generale per concedere privilegi ed immunità ai giudici della Corte;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Oltre ai privilegi ed alle immunità di cui all'articolo 18 dell'Accordo generale, i giudici sia per quanto li riguarda che per quanto riguarda i loro congiunti ed i figli minori, godono dei privilegi, immunità, esenzioni ed agevolazioni accordati secondo il diritto internazionale ai rappresentanti diplomatici.

Articolo 2

Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, per "giudici"s'intendono indifferentemente i giudici eletti secondo l'articolo 22 della Convenzione ed ogni giudice ad hoc designato da uno Stato interessato ai sensi dell'articolo 27, paragrafo 2 della Convenzione.

Articolo 3

Al fine di assicurare ai giudici una completa libertà di parola ed una completa indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, l'immunità dalla giurisdizione per le parole, gli scritti o gli atti da essi emanati nell'adempimento delle loro funzioni, continuerà ad essere concessa anche dopo la conclusione del loro mandato.

Articolo 4

I privilegi e le immunità sono concessi ai giudici non a loro vantaggio personale ma per garantire l'esercizio in piena indipendenza delle loro funzioni. La Corte riunita in assemblea plenaria é l'unica qualificata a sancire l'abolizione delle immunità; essa ha non solo il diritto ma anche il dovere di abolire l'immunità di un giudice in tutti i casi in cui, a suo giudizio, l'immunità potrebbe impedire che giustizia sia fatta ed in cui l'immunità può essere abolita senza nuocere allo scopo per il quale é concessa.

Articolo 5

1. Le disposizioni degli articoli 1,3 e 4 del presente Protocollo si applicano al cancelliere della Corte e ad un vice-cancelliere quando quest'ultimo fa funzione di cancelliere e a condizione che gli Stati parti alla Convenzione ne siano stati formalmente notificati.

2. Le disposizioni dell'articolo 3 del presente Protocollo e dell'articolo 18 dell'Accordo generale si applicano al vice- cancelliere della Corte.

3. I privilegi e le immunità di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo sono concessi ad un cancelliere e ad un vice- cancelliere non a loro vantaggio personale ma per garantire l'esercizio delle loro funzioni in piena indipendenza. La Corte riunita in assemblea plenaria é l'unica qualificata a sancire l'abolizione delle immunità del suo cancelliere e di un vice cancelliere; essa ha non solo il diritto ma anche il dovere di abolire l'immunità di un giudice in tutti i casi in cui, a suo giudizio, l'immunità potrebbe impedire che giustizia sia fatta ed in cui l'immunità può essere abolita senza nuocere allo scopo per il quale é concessa.

4. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa é qualificato a sancire con l'accordo del Presidente della Corte l'abolizione delle immunità degli altri membri dell'Ufficio di Cancelleria in conformità con le disposizioni dell'Articolo 19 dell'Accordo generale tenendo debitamente conto delle considerazioni di cui al paragrafo 3.

Articolo 6

1. I documenti e le carte della Corte, dei giudici e dell'Ufficio di Cancelleria sono inviolabili nella misura in cui riguardano l'attività della Corte.

2. La corrispondenza ufficiale e le altre comunicazioni ufficiali della Corte, dei giudici e dell'Ufficio di Cancelleria non possono essere trattenute o censurate.

Articolo 7

1. Il presente Protocollo é aperto alla alla firma degli Stati Membri del Consiglio d'Europa firmatari dell'Accordo generale che possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati da:

a. firma senza riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione; oppure

b. firma con riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione seguita dalla ratifica, dall' accettazione o dall' approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui almeno tre Parti all'Accordo generale avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal Protocollo secondo le disposizioni dell'articolo 7, se in tale data il Protocollo n° 11 della Convenzione é entrato in vigore oppure alla data di entrata in vigore del Protocollo n° 11 alla Convenzione in caso contrario.

2. Per ogni Stato parte all'Accordo generale che firmerà in seguito il Protocollo senza riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione o che lo ratificherà, lo accetterà o lo approverà, il Protocollo entrerà in vigore un mese dopo la data di firma o di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione e di approvazione.

Articolo 9

1. Ogni Stato può, al momento della firma senza riserva di ratifica, della ratifica o in ogni altro momento successivo, dichiarare mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che il presente Protocollo si applicherà a tutti i territori, o ad uno qualsiasi dei territori di cui esso cura le relazioni internazionali e ai quali la Convenzione ed i Protocolli si applicano.

2. Il Protocollo si applicherà al territorio o ai territori indicati nella notifica a partire dal trentesimo giorno successivo alla data in cui il Segretario Generale del Consiglio d'Europa avrà ricevuto detta notifica.

3. Ogni dichiarazione resa ai sensi del paragrafo 1 potrà essere ritirata o modificata per quanto concerne ogni territorio indicato nella stessa dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro o la modifica avranno effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 10

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio:

a. ogni firma;
b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
c. ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo secondo gli articoli 8 e 9;
d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa al presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996, in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2272):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 20 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1996, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 18 dicembre 1996.

Esaminato in aula il 13 gennaio 1997 e approvato il 15 gennaio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 1957):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 29 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 15 aprile 1997.

Relazione scritta annunciata il 6 maggio 1997 (atto n. 1957/*A* - relatore sen. LAURICELLA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0333

LEGGE 28 agosto 1997, n. **304.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica gabonese, fatto a Roma l'11 marzo 1992, con scambio di note effettuato a Libreville nelle date 13 marzo e 6 novembre 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica gabonese, fatto a Roma l'11 marzo 1992, con scambio di note effettuato a Libreville nelle date 13 marzo e 6 novembre 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo XIV dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, nel triennio 1996-1998, valutato in 20 milioni di lire annue per ciascuno degli anni 1996 e 1998, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1996-1998, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1996, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ACCORDO IN MATERIA DI MARINA MERCANTILE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA GABONESE

Il Governo della Repubblica Italiana da una parte

e

il Governo della Repubblica Gabonese dall'altra parte

Desiderosi di favorire e sviluppare le relazioni marittime tra i due Paesi e rafforzare armoniosamente la loro cooperazione nell'ambito marittimo,

Desiderosi di contribuire allo sviluppo degli scambi commerciali tra i loro due Paesi,

In conformità con i principi dell'uguaglianza e dei vantaggi reciproci e dell'assistenza reciproca,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I

Oggetto

Il presente Accordo ha come oggetto di sviluppare le relazioni marittime tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Gabonese in conformità con il principio della libertà della navigazione marittima, di assicurare una migliore cooperazione nel settore marittimo e di prevenire ogni misura suscettibile di pregiudicare lo sviluppo dei trasporti.

ARTICOLO II

Definizioni

1. L'espressione "nave di una Parte contraente" significa ogni nave commerciale immatricolata nel territorio di questa Parte e che ne batte la bandiera, in conformità con la sua legislazione.

Tale termine tuttavia non include:

a) le navi da guerra;
b) ogni altra nave durante il periodo del suo funzionamento in servizio presso le Forze Armate;
c) le navi ospedale;
d) Le navi per la ricerca idrografica, oceanografica e scientifica;
e) battelli da pesca;
f) le navi destinate all'esercizio dei servizi marittimi dei porti, delle rade e delle spiagge compreso il pilotaggio, il rimorchio, il cabotaggio, il salvataggio e l'assistenza in mare.

2. L'espressione "Nave utilizzata dalle società marittime nazionali di una Parte contraente" significa ogni nave di una Parte contraente nonchè ogni nave noleggiata dalle sue società marittime nazionali ad eccezione delle categorie di navi da (a) a (f) di cui al punto 1.

3. L'espressione "Società marittima internazionale" significa ogni società di navigazione marittima riconosciuta come tale dall'Autorità marittima competente di ciascuna Parte contraente.

4. L'espressione "Autorità marittima nazionale competente significa:

- in Italia, il Ministero della Marina Mercantile
- in Gabon, il Ministero della Marina Mercantile

5. L'espressione "membro dell'equipaggio" indica il capitano ed ogni persona impiegata durante il viaggio il funzionamento della nave, iscritta nel ruolo dell'equipaggio e titolare di un documento che gli conferisce la qualifica di marittimo.

ARTICOLO III

Campo di applicazione

Il presente Accordo si applica al territorio della Repubblica Italiana da una parte, ed al territorio della Repubblica Gabonese dall'altra parte.

Le disposizioni del presente Accordo non si applicano alle attività ed ai trasporti legittimamente riservate a ciascuna delle Parti, in particolare ai servizi portuali come il rimorchio, il salvataggio, il pilotaggio nonchè cabotaggio, alla pesca marittima ed alla navigazione interna.

ARTICOLO IV

Trattamento delle navi nei porti

1. Ciascuna delle Parti contraenti provvede affinchè le navi utilizzate dalle Società marittime nazionali dell'altra Parte contraente ricevano nei suoi porti un trattamento analogo a quello riservato alle proprie navi per quanto riguarda la riscossione dei diritti e delle tasse portuali nonchè la libertà di accesso ai porti, la loro utilizzazione e tutte le agevolazioni da essa concesse alla navigazione ed alle operazioni commerciali per le navi ed i loro equipaggi, passeggeri e merci, nonchè l'assegnazione di posti in banchina e le facilitazioni di carico.

2. Entrambe le Parti contraenti adottano nell'ambito delle loro rispettive legislazioni e regolamentazioni portuali, i necessari provvedimenti in vista di semplificare , nella misura del possibile, l'espletamento degli adempimenti amministrativi, doganali e sanitari in vigore nei loro porti.

Entrambe le Parti si riserveranno reciprocamente un trattamento non discriminatorio per quanto riguarda questi adempimenti.

Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità locali per quanto concerne l'applicazione della legislazione e della regolamentazione doganale, la sanità pubblica e le altre misure di controllo relative alla sicurezza delle navi e dei porti, la tutela contro l'inquinamento marino, la

salvaguardia delle vite umane, il trasporto di merci pericolose e quello dei rifiuti tossici, l'identificazione delle merci e l'ammissione degli stranieri nonchè ogni azione legale in tutti i casi in cui sia implicata la responsabilità civile spettante ad una delle Parti contraenti e se la nave si trova in uno dei porti di tale Parte. La legislazione di una delle Parti contraenti e le regolamentazioni nazionali nelle materie di cui sopra dovranno essere comunicate all'altra Parte contraente.

ARTICOLO V

Nazionalità delle navi e documenti di bordo

1. Ciascuna delle Parti contraenti riconosce la nazionalità delle navi dell'altra Parte contraente comprovata dai documenti che si trovano a bordo delle sue navi e rilasciati dalle Autorità competenti dell'altra Parte contraente, in conformità alle sue leggi ed ai suoi regolamenti.

2. I documenti di bordo rilasciati o riconosciuti dalle Autorità competenti di una delle Parti contraenti per la navi che battono la bandiera di detta Parte sono riconosciuti dall'altra Parte contraente.

3. Le navi di ciascuna delle Parti contraenti munite di certificati di stazza, rilasciati in conformità con la Convenzione Internazionale di Londra del 1969 sulla stazzatura delle navi o alla legislazione in vigore, saranno dispensate da nuove stazzature nei porti dell'altra Parte.

In caso di modifica del sistema di stazzatura da parte di una delle Parti contraenti questa dovrà darne comunicazione all'altra Parte al fine di poter determinare le condizioni di equivalenza.

ARTICOLO VI

Documenti di identità dei marittimi

Ciascuna delle Parti contraenti riconosce i documenti di identità dei marittimi rilasciati da altre Autorità competenti dell'altra Parte contraente e concede ai titolari di questi documenti i diritti previsti agli articoli 7 e 8. Tali documenti di identità sono, per quanto concerne la Repubblica Italiana, il "Libretto di Navigazione" e, per quanto concerne la Repubblica Gabonese, il "Libretto Professionale Marittimo".

ARTICOLO VII

Diritti ed obblighi dei marittimi nei porti di scalo

Le persone in possesso di documenti di identità di cui all'art. 6 possono scendere a terra senza visto nonchè soggiornare nel Comune dove si trova il porto di scalo durante il soggiorno della nave in detto porto, se sono iscritte nel ruolo di equipaggio della nave e sulla lista dell'equipaggio consegnata dal capitano della nave alle Autorità del porto.

Al momento della loro discesa a terra e del loro ritorno a bordo della nave, queste persone devono assoggettarsi ai controli regolamentari.

ARTICOLO VIII

Diritti di transito e di soggiorno dei marittimi

1. Le persone titolari dei documenti di identità rilasciati da una delle Parti contraenti di cui all'art. 6, sono autorizzate, qualunque sia il mezzo di trasporto da esse utilizzato, ad entrare nel territorio dell'altra Parte contraente allo scopo di raggiungere la nave, di essere trasferito a bordo di un'altra nave, di far rientro nel loro Paese o di viaggiare per ogni altro fine sotto riserva dell'approvazione preliminare delle Autorità di quest'altra Parte contraente.

2. In tutti i casi di cui al paragrafo 1, i documenti di identità dovranno essere muniti, se necessario, del visto dell'altra Parte contraente. Questo visto deve essere rilasciato nel piu beve tempo possibile.

3. Se un membro dell'equipaggio titolare del documento di identità di cui al paragrafo 1 sbarca nel porto di una delle Parti contraenti per ragioni di salute o per altri motivi riconosciuti validi dalle Autorità competenti dell'altra Parte contraente, queste ultime daranno le autorizzazioni necessarie affinchè l'interesso possa in caso di ricovero, soggiornare nel proprio territorio e possa, con qualsiasi mezzo di trasporto, sia rientrare nel suo Paese di origine sia raggiungere un altro porto d'imbarco.

4. Fatte salve le disposizioni di cui agli articoli 6 e 7 ed ai paragrafi da 1 a 3 di cui sopra, rimangono applicabili le leggi, i regolamenti e le circolari in vigore sul territorio delle Parti contraenti relative all'entrata, al soggiorno ed al rimpatrio degli stranieri.

5. Le Parti contraenti si riservano il diritto di vietare l'ingresso sul loro rispettivo territorio alle persone in possesso dei documenti marittimi summenzionati da esse ritenute indesiderabili.

ARTICOLO IX

Procedimento giudiziario contro un membro di equipaggio

1. Le Autorità di una delle Parti contraenti non intenteranno alcun procedimento giudiziario per reati commessi a bordo di una nave che si trova nelle acque territoriali dell'altra Parte, a meno che tali reati:

a) abbiano pregiudicato l'ordine pubblico o la sicurezza del porto o le leggi territoriali relative alla salute pubblica, alla sicurezza della vita umana in mare, alla tutela dell'ambiente marino, alle dogane e ad altre misure di controllo;

b) siano stati commessi da o contro persone estranee all'equipaggio o aventi la nazionalità della Parte contraente in cui si trova la nave;

c) siano passibili di una pena restrittiva della libertà di un minimo di cinque anni secondo le legislazioni dell'una e dell'altra Parte contraente;

d) vertano sul traffico di armi e/o di stupefacenti.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo non pregiudicano il diritto delle Autorità competenti per quanto concerne l'attuazione della legislazione e della regolamentazione relativa all'ammissione degli stranieri, alla dogana, alla salute pubblica nonchè le altre misure di controllo relative alla sicurezza delle navi e dei porti, alla salvaguardia delle vite umane, alla prevenzione dell'inquinamento e alla sicurezza delle merci.

ARTICOLO X

Incidenti in mare

Se una nave di una delle Parti contraenti fa naufragio, si incaglia o subisce un'avaria o ogni altro incidente nelle acque territoriali o sulla costa dell'altra Parte contraente, la nave ed il suo carico godranno nel territorio di questo Stato degli stessi diritti e vantaggi concessi alle navi ed ai carichi nazionali. Il Comandante, l'equipaggio ed i passeggeri nonchè la nave ed il suo carico

riceveranno tutto l'aiuto e l'assistenza necessaria, allo stesso titolo e secondo le stesse modalità di cui beneficiano le navi nazionali.

Il carico e gli oggetti recuperati di una nave che ha subito un incidente o ogni altro sinistro non saranno sottoposti ad alcun dazio doganale ne' ad altri diritti e tasse d'importazione, se non sono destinati all'utilizzazione o al consumo sul territorio di una delle Parti contraenti. Le operazioni di salvataggio e la loro organizzazione saranno sottoposte alle leggi dello Stato che ha organizzato il salvataggio.

ARTICOLO XI

Trasferimento di redditi e di altri proventi delle Imprese marittime

Ciascuna delle Parti contraenti concede alle imprese di navigazione marittima dell'altra Parte contraente il diritto di utilizzare i redditi ed altri profitti ottenuti sul suo territorio e risultanti da trasporti marittimi, per effettuare dei pagamenti in detta Parte.

Ciascuna Parte contraente concede alle stesse imprese il diritto di trasferire liberamente tali redditi ed altri proventi sul territorio dell'altra Parte contraente sotto riserva del pagamento degli oneri fiscali previsti dalla legge in vigore in ciascun Paese;

Il trasferimento dovrà essere effettuato in valuta convertibile, al tasso di cambio ufficiale previsto per le

operazioni commerciali in vigore in entrambi i Paesi nei giorni in cui i trasferimenti sono richiesti nel piu breve tempo possibile e senza altre limitazioni.

ARTICOLO XII

Cooperazione

Le Parti contraenti, fatti salvi gli impegni dell'Italia nella sua qualità di membro della Comunità Europea, hanno convenuto di:

a) favorire l'adozione dei necessari provvedimenti affinchè le imprese di navigazione marittima possano partecipare senza alcuna discriminazione all'acquisto ed al trasporto delle merci scambiate, a prescindere dalla loro natura, tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Gabonese;

b) favorire la conclusione di accordi armatoriali tra le società nazionali di entrambi Paesi in conformità con la Convenzione di Ginevra relativa ad un Codice di Condotta delle Conferenze marittime di linea;

c) procedere agli scambi dei servizi di agenzie marittime, d'informazione e del personale tecnico necessario per agevolare ed accelerare i movimenti delle merci in mare e nei porti e rafforzare la cooperazione tra le loro flotte commerciali;

d) eliminare gli ostacoli suscettibili di intralciare lo sviluppo e gli scambi marittimi tra di loro;

e) approfondire le possibilità di cooperazione bilaterale nell'ambito dei trasporti marittimi, in particolare la formazione, la realizzazione dei programmi di equipaggiamento ed il miglioramento della segnaletica marittima.

ARTICOLO XIII

Comitato marittimo ad hoc

Un Comitato ad hoc costitutito da rappresentanti designati dai Governi, potrà essere convocato a richiesta di una delle Parti contraenti per esaminare eventuali divergenze derivanti dall'attuazione o dall' interpretazione del presente Accordo.

ARTICOLO XIV

Entrata in vigore - durata - revisione - denuncia

1. Il presente Accordo entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica dopo che le Parti contraenti avranno provveduto all'espletamento degli adempimenti richiesti dalle loro rispettive legislazioni.

2. Il presente Accordo e valido per un periodo di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore. Esso e rinnovabile mediante tacita riconduzione salvo denuncia da parte di una delle Parti contraenti mediante preavviso di sei mesi

3. Il presente Accordo puo essere riveduto di comune accordo a richiesta di una delle Parti contraenti. Le modifiche così apportate entreranno in vigore dopo che le parti contraenti si saranno reciprocamente notificate per via diplomatica, l'espletamento degli adempimenti richiesti dalle loro rispettive legislazioni.

4. Esso tuttavia potrà essere denunciato per via diplomatica e in tal caso avra fine sei mesi dopo il ricevimento della denuncia dell'altra Parte contraente.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma l'11 marzo 1992 in due esemplari originali in lingua italiana e francese ciascun testo facente ugualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA GABONESE

L'Ambassadeur d'Italie
au Gabon

Libreville, le 13 Mars 1995

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer a la Note Verbale n. 576 du 28 Juin 1993, par laquelle on informait que les Autorités italiennes compétentes, au moment d'entamer la procèdure de ratification de l'Accord en matière de Marine Marchande signé à Rome le 11 Mars 1992 entre le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement de la République gabonaise, avaient remarqué certaines imprécisions au Point 3 de l'art. II et au préambule de l'art. IX du dit Accord.

Me référant a votre Note n. 159 du 15 Juillet 1993, j'ai le plaisir de vous faire savoir que les Autorités italiennes compétentes ont marqué leur accord sur les observations contenues dans la dite Note.

Partant, au Point 3 de l'art. II, la phrase "Società Marittima Internazionale" sera remplacée par la phrase "Società Marittima Nazionale" et le texte du preambule de l'art. IX sera, dans la copie originale en langue italienne

"Le Autorità di una delle Parti Contraenti non perseguono penalmente i reati commessi nelle proprie acque territoriali a bordo di una nave dell'altra Parte contraente, a meno che tali reati:"

Dans la copie originale en langue française

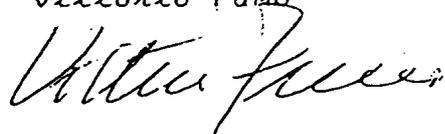
"Les Autorités de l'une des Parties Contractantes ne procedent à aucune poursuite concernant les infractions commises dans ses eaux territoriales a bord d'un navire de l'autre Partie Contractante, a moins que ces infractions:"

../..

- Monsieur Antoine MBOUMBOU MIYAKOU
Ministre des Transports, de la Marine Marchande, de la Pêche, Chargé du Tourisme et des Parcs Nationaux

Au cas ou les Autorités gabonaises compétentes donneraient leur accord à ce qui précède, la présente Note et votre Note de réponse constitueront un Accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour de l'Accord en matière de Marine Marchande entre le Gouvernement de la République italienne et le Gouverment de la République gabonaise signé a Rome le 11 Mars 1992.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, a l'expression de ma plus haute considération.

Vittorio FUMO

MINISTERE DES TRANSPORTS,
DE LA MARINE MARCHANDE, DE LA PÊCHE,
CHARGÉ DU TOURISME
ET DES PARCS NATIONAUX

CABINET DU MINISTRE

B. P. 2087 — LIBREVILLE

REPUBLIQUE GABONAISE
UNION - TRAVAIL - JUSTICE

Libreville, le 6 NOV. 1995

Le Ministre

N° ..../MTMMPTPN/CAB.

A S.E. l'Ambassadeur d'Italie
au Gabon, M. Vittorio FUMO

LIBREVILLE

OBJET

Amendements du texte de l'Accord en matière de Marine Marchande Gabon - Italie signé a Rome, le 11 Mars 1992.-

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre n. 197 du 13 Mars 1995, vous avez bien voulu me transmettre l'information dont la teneur suit

J'ai l'honneur de me référer à la Note Verbale n. 576 du 28 Juin 1993, par laquelle on informait que les Autorités italiennes compétentes, au moment d'entamer la procédure de ratification de l'Accord en matière de Marine Marchande signé à Rome le 11 Mars 1992 entre le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement de la République gabonaise, avaient remarqué certaines imprécisions au Point 3 de l'art. II et au préambule de l'art. IX du dit Accord.

Me référant à votre Note n. 159 du 15 Juillet 1993, j'ai le plaisir de vous faire savoir que les Autorités italiennes competentes ont marqué leur accord sur les observations contenues dans la dite Note.

Partant, au point 3 de l'art. II, la phrase "Società Marittima Internazionale" sera remplacée par la phrase "Società Marittima Nazionale" et le texte du préambule de l'art. IX sera, dans la copie originale en langue italienne :

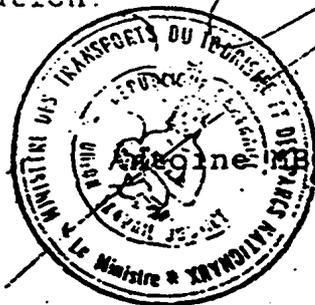
"Le Autorità di una delle Parti Contraenti non perseguono penalmente i reati commessi nelle proprie acque territoriali a bordo di una nave dell'altra Parte Contraente, a meno che tali reati:"

Dans la copie originale en langue française :

"Les Autorités de l'une des Parties Contractantes ne procèdent à aucune poursuite concernant les infractions commises dans ses eaux territoriales à bord d'un navire de l'autre Partie Contractante, à moins que ces infractions:"

Au cas ou les Autorités gabonaises competentes donneraient leur accord a ce qui précède, la presente Note et votre Note de réponse constitueront un Accord entre les deux Gouvernements qui entrera en vigueur le même jour de l'Accord en matiere de Marine Marchande entre le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement de la République gabonaise signé à Rome le 11 Mars 1992.

J'ai l'honneur de confirmer a votre Excellence l'accord du Gouvernement Gabonais sur ces dispositions ainsi que votre proposition relative a leur entrée en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Antoine MBOUMEOU MIYAKOU

TRADUZIONE NON UFFICIALE

L'AMBASCIATORE D'ITALIA
IN GABON

Libreville, 13 marzo 1995

Signor Ministro,

Ho l'onore di riferirmi alla Nota Verbale n. 576 del 28 giugno 1993, con la quale si portava a conoscenza che le competenti Autorità italiane, nell'avviare la procedura relativa alla ratifica dell'Accordo di navigazione marittima firmato a Roma l'11 marzo 1992 tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Gabonese, avevano rilevato alcune imprecisioni al Punto 3 dell'art. II ed al preambolo dell'art. IX dello steso Accordo.

Con riferimento alla Sua Nota n. 159 del 15 luglio 1993, ho il piacere di farle sapere che le competenti Autorità italiane hanno comunicato il loro accordo sulle osservazioni contenute nella Nota stessa.

Pertanto, al Punto 3 dell'art. II, la frase "Società Marittima Internazionale" sara sostituita dalla frase "Società Marittima Nazionale" e il testo del preambolo dell'art. IX sarà, nella copia originale in lingua italiana:

"Le Autorità di una delle Parti Contraenti non perseguono penalmente i reati commessi nelle proprie acque territoriali a bordo di una nave dell'altra Parte contra-ente, a meno che tali reati:"

Nella copia originale in lingua francese:

"Les Autorités de l'une des Parties Contractantes ne procèdent à aucune poursuite concernant les infractions commises dans ses eaux territoriales à bord d'un navire de l'autre Partie Contractante, à moins que ces infractions:".

Signor Antoine MBOUMBOU
Ministro dei Trasporti, della
Marina Mercantile, della Pesca,
Incaricato per il Turismo
e per i Parchi Nazionali

LIBREVILLE

Qualora le competenti Autorità gabonesi confermeranno il loro accordo su quanto precede, la presente Nota e la sua Nota di risposta costituiranno un Accordo tra i due Governi che entrerà in vigore lo stesso giorno dell'Accordo in materia di marina mercantile tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Gabonese firmato a Roma l'11 marzo 1992.

Voglia gradire, Signor Ministro, i sensi della mia più alta considerazione.

Vittorio FUMO

MINISTERO DEI TRASPORTI,
DELLA MARINA MERCANTILE, DELLA PESCA
INCARICATO PER IL TURISMO
E I PARCHI NAZIONALI

REPUBBLICA GABONESE

GABINETTO DEL MINISTRO

B.P. 2087 - LIBREVILLE

N. 0969/MTMMPTPN/CAB

Libreville, 6 novembre 1995

IL MINISTRO

A S.E. Ambasciatore d'Italia
in Gabon, Sig. Vittorio FUMO

LIBREVILLE

OGGETTO: Emendamenti al testo dell'Accordo in materia di marina mercantile Gabon - Italia, firmato a Roma l'11 marzo 1992.

Signor Ambasciatore,

Con lettera n. 197 del 13 marzo 1995, Lei mi ha cortesemente trasmesso la comunicazione del seguente tenore:

(omissis)

Ho l'onore di confermare a Sua Eccellenza l'accordo del Governo Gabonese su tali disposizioni nonché sulla Sua proposta relativa alla loro entrata in vigore.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'assicurazione della mia più alta considerazione.

Antoine MBOUMBOU MIYAKOU

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2624):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 4 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, II, IV, VII, VIII, X, XI, XII e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 4 marzo 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2482):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª, 9ª, 10ª, 11ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 22 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 25 luglio 1997 (atto n. 2482/*A* - relatore sen. PIANETTA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0334

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9652408) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:
- annuale ... L. 440.000
- semestrale ... L. 250.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ... L. 360.000
- semestrale ... L. 200.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti *i soli provvedimenti non legislativi*:
- annuale ... L. 100.000
- semestrale ... L. 60.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ... L. 92.500
- semestrale ... L. 60.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ... L. 236.000
- semestrale ... L. 130.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ... L. 92.000
- semestrale ... L. 59.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ... L. 231.000
- semestrale ... L. 126.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale ... L. 950.000
- semestrale ... L. 514.000

Tipo F1 - *Abbonamento ai fascicoli della serie* generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):
- annuale ... L. 850.000
- semestrale ... L. 450.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	140.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	91.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	410.000
Abbonamento semestrale	L.	245.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 2 0 0 2 1 5 1 9 7 *

L. 12.000